



**Transactions fatales:
Le financement de la Province d'Afrique
centrale de l'État islamique**

Caleb Weiss, Ryan O'Farrell, Tara Candland, & Laren Poole
Juin 2023

Tous droits réservés. Imprimé aux États-Unis d'Amérique. © 2023
Programme sur l'extrémisme de l'Université George Washington
2000 Pennsylvania Avenue NW
Washington, D.C. 20006
<https://www.extremism.gwu.edu>

À propos du Programme sur l'extrémisme et Nexus

Le Programme sur l'extrémisme de l'Université George Washington fournit une analyse des problèmes liés à l'extrémisme violent et non-violent. Le Programme est le fer de lance d'une enquête académique innovante et réfléchie, produisant des travaux empiriques qui renforcent la recherche sur l'extrémisme en tant que domaine d'étude distinct. Le Programme vise à développer des solutions politiques pragmatiques qui entrent en résonance avec les décideurs, les leaders de la société civile et le grand public. Les opinions et conclusions exprimées dans ce document sont uniquement celles des auteurs, et pas nécessairement celles les politiques officielles, explicites ou implicites, de l'Université George Washington.



Ce rapport est publié dans le cadre du projet The Global-Local Jihadist Nexus (Nexus). Nexus s'appuie sur un réseau mondial d'experts en la matière et de chercheurs locaux pour surveiller les affiliés de l'État islamique et d'al-Qaïda au Moyen-Orient, en Afrique et Asie, ainsi que leurs réseaux favorables et de soutien en Occident.

Remerciements

Ce rapport n'a été possible que grâce à l'aide et au soutien de collègues, collègues et amis des auteurs. Avant tout, Esme Schwall de la Bridgeway Foundation mérite une reconnaissance particulière pour son œil attentif et ses modifications qui ont considérablement amélioré notre premier jet. Les auteurs remercient également le Programme sur l'extrémisme de l'Université George Washington de nous avoir donné une autre occasion de publier nos recherches et en particulier Andrew Mines de GWU pour avoir travaillé avec tant de diligence afin d'améliorer ce rapport. Les auteurs apprécient grandement les cartes et les graphiques conçus par Pavak Patel, qui illustrent largement les conclusions du rapport. Le travail que les auteurs ont consacré à la recherche et aux investigations pour cet article n'aurait pas pu être réalisé sans le travail inlassable et le soutien de notre famille Bridgeway Foundation, en particulier Shannon Sedgwick Davis et Sekombi Katondolo.

Les auteurs adressent également leurs remerciements éternels à nos examinateurs externes – le Dr Jason Warner et Thomas Joscelyn – sans qui ce rapport aurait beaucoup souffert. Leurs immenses perspicacités, idées, contributions et commentaires n'ont servi qu'à rendre ce document plus fort. Et finalement, les recherches et investigations liées à ce rapport n'ont été réalisables que grâce à nos partenaires locaux en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda, au Kenya et en Somalie. Enfin, ce rapport est le résultat d'une enquête pluriannuelle financée par la Fondation Howard G. Buffett, dont nous remercions chaleureusement le soutien constant et généreux.

Table des matières

Résumé analytique	5
Note sur la nomenclature	7
Introduction	8
Méthodologie et contraintes	11
Évolution de la structure et du financement de l'État islamique	13
Création du califat et des premiers affiliés régionaux	15
Financement direct des affiliés régionaux	15
Une brève phase de transition	17
Autofinancement	20
Financement de la Province d'Afrique Centrale	23
La transition : Premiers flux d'argent de l'État islamique vers les ADF	25
Mise en commun régionale : un réseau complexe de réseaux interconnectés de l'État islamique ..	27
Comment l'argent est transféré	30
Opérations d'autofinancement en RDC	37
Implications directes du flux régulier d'argent vers l'ISCAP	39
L'ISCAP devient un acteur terroriste régional	39
Développement de la Province	42
Augmentation de la violence contre les civils en RD Congo	44
Conclusion et recommandations	46
Annexe : Profils de personnes sélectionnées impliquées dans le financement de l'ISCAP	49

Résumé analytique

En 2021, la Province d'Afrique centrale de l'État islamique (ISCAP), connue localement sous le nom de Forces démocratiques alliées (ADF), a perpétré une série d'attentats-suicides et d'attentats urbains en République démocratique du Congo et en Ouganda, et a tenté des complots similaires à l'intérieur du Rwanda.¹ À peine quatre ans plus tôt, ces attaques auraient été pratiquement impensables pour la plupart des observateurs du groupe. En 2017, alors que les ADF étaient au plus bas en termes de violence civile et d'activité opérationnelle, le groupe était encore une rébellion relativement peu comprise dont la menace était largement confinée à une petite zone de l'est agité de la RD Congo. Peu de personnes ont prédit sa trajectoire actuelle, et encore moins ont prédit le chemin qu'il emprunterait pour y parvenir.

S'appuyant sur les recherches et les enquêtes de source primaire des auteurs en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda et au Kenya, ce document détaille comment, en quelques années à peine, ce groupe rebelle localisé s'est transformé en une importante menace terroriste régionale. Grâce à la relation des ADF avec l'État islamique, qui a commencé par des transferts financiers vers le groupe en 2017, les ADF ont non seulement surmonté la perte de leurs précédents flux de financement précipitée par l'arrestation de leur ancien chef, mais le groupe a également étendu ses opérations dans l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale.² Adoptant officiellement le nom et l'identité de l'État islamique en tant que Province d'Afrique centrale en 2019, l'ISCAP est depuis devenue l'une des branches mondiales les plus actives de l'État islamique, tuant des milliers de personnes et figurant régulièrement dans la propagande centralisée de l'État islamique. Le statut actuel de l'ISCAP en tant que menace régionale importante témoigne de la puissance de l'argent de l'État islamique qui afflue dans ses coffres.

Les auteurs postulent que le financement de l'État islamique à l'ISCAP a largement reflété sa propre évolution ainsi que les différentes tactiques dans lesquelles il a financé plus largement ses affiliés mondiaux. D'une manière générale, l'État islamique a utilisé deux principaux modes de financement : 1) le financement direct des affiliés à partir de l'argent gagné lorsqu'il contrôlait un califat territorial en Irak et en Syrie, et 2) une approche mutualisée au niveau régional dans laquelle les « bureaux » régionaux supervisent la génération et la distribution des revenus pour aider à financer les affiliés de l'État islamique dans leur domaine de responsabilité. Au fur et à mesure que l'État islamique faisait passer ses affiliés de la première à la deuxième méthode, ceux-ci traversaient souvent une période de transition au cours de laquelle l'État islamique s'appuyait sur une série d'intermédiaires financiers – ou des réseaux financiers interconnectés à travers le monde – pour transférer de l'argent aux affiliés. En plus de ces programmes de financement, les filiales locales ont parfois généré des revenus indépendants des réseaux plus larges de l'État islamique. Bien qu'il soit difficile de fournir des périodes

¹ Candland, Tara, Ryan O'Farrell, Laren Poole et Caleb Weiss, « The Rising Threat to Central Africa: The 2021 Transformation of the Islamic State's Congolese Branch ». *CTC Sentinel* 15, no. 6 (juin 2022).

² Bien qu'il soit probable que la première *bay'ah* non publique, ou serment d'allégeance, des ADF à l'État islamique ait eu lieu avant les premiers transferts financiers.

concrètes pour chaque mode de financement – l'évolution pour chaque filiale était basée à la fois sur les ressources de l'État islamique et sur les besoins et capacités locaux – les auteurs proposent des plages de dates générales, tout en reconnaissant qu'il y a eu un chevauchement temporel important lorsque ces modes de financement ont évolué. Le document, cependant, est organisé autour de ces grandes phases évolutives distinctives.

Les auteurs constatent d'abord qu'au plus fort de son califat territorial en Irak et en Syrie, entre 2014 et 2016 environ, l'État islamique a largement financé directement ses affiliés mondiaux à partir de ses propres fonds au Moyen-Orient. Les ADF n'ont pas bénéficié de l'argent de l'État islamique à ce moment-là, mais ont plutôt commencé leur relation avec l'organisation djihadiste mondiale pendant la phase de transition susmentionnée de cette dernière. Vers 2017, alors que l'État islamique perdait rapidement son califat territorial en Irak et en Syrie, il a été contraint de devenir plus décentralisé dans son financement vers ses affiliés mondiaux. L'une des façons dont les auteurs ont découvert que l'État islamique a géré cela était de s'appuyer sur des intermédiaires financiers ou des réseaux financiers mondiaux interconnectés, souvent encore sous l'autorité de la direction centrale de l'État islamique. Ces réseaux ou intermédiaires ont aidé à canaliser – et parfois à collecter – l'argent de l'État islamique vers ses affiliés régionaux. C'est durant cette période que les ADF ont reçu leurs premiers transferts financiers de l'État islamique, qui ont contribué à relancer le groupe moribond.

Avec la décentralisation forcée des mécanismes de financement de l'État islamique, affirment les auteurs, le groupe a encouragé ses affiliés à être plus indépendants financièrement. Cela n'empêche toutefois pas les liens financiers latéraux entre les affiliés. En fait, c'est à travers ces liens latéraux qu'existe le mode de financement privilégié actuellement par l'État islamique, que les auteurs appellent le financement mutualisé régional. Les réseaux financiers régionaux de l'État islamique aident à générer des fonds localement et à mettre en commun leurs ressources, en utilisant des nœuds et des découpes pour déplacer l'argent à travers la région géographique souvent vaste afin d'aider à financer les affiliés de l'État islamique dans leur zone de responsabilité. Ce modèle existe donc en dehors d'un système vraiment local ou vraiment mondial de financement des affiliés. Bien que la date de début exacte de cette méthode ne soit pas claire – ce modèle a probablement commencé quelque temps après 2018 – il semble maintenant être la norme pour l'organisation.

Conformément à ce cadre, les auteurs constatent que la Province d'Afrique centrale de l'État islamique s'est largement appuyée et a bénéficié d'un tel réseau interconnecté à travers l'Afrique centrale, orientale et australe. En fait, la manière dont l'ISCAP est désormais financé et soutenu agit comme le modèle par excellence de la manière dont l'État islamique est à la fois structuré administrativement et finance ses ailes mondiales. Supervisés par la Province somalienne de l'État islamique et son bureau d'Al-Karrar – l'un des nombreux soi-disant « bureaux régionaux » de l'État islamique – les réseaux et cellules financières en Somalie, au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et en Afrique du Sud ont aidé à mettre en commun les ressources et des fonds pour soutenir l'ISCAP à l'intérieur de la RD Congo. L'argent généré localement en Somalie et en Afrique du Sud, par exemple, a été transféré aux agents de l'ISCAP par des méthodes de transfert sans fil ou par des transferts physiques. Compte tenu des

montants relatifs des revenus générés par l'État islamique par rapport aux sources locales de l'ISCAP, les auteurs concluent que c'est principalement grâce à l'argent et au soutien de l'État islamique que l'ISCAP est passé d'un groupe rebelle ougandais relativement obscur en RD Congo à une menace régionale.

Note sur la nomenclature

L'État islamique, ses divers affiliés régionaux, et les Forces démocratiques alliées sont connus sous une myriade de noms et d'acronymes différents. Pour aider à rationaliser les noms utilisés tout au long de ce document, les auteurs utilisent l'État islamique, ou EI, ainsi que l'État islamique central lorsqu'ils se réfèrent explicitement à son appareil de direction centralisé. Bien que cet appareil ait été exclusif aux dirigeants d'Irak et de Syrie au plus fort de son califat territorial (2014-2016), il est probable que les individus qui composent la direction centrale de l'État islamique soient désormais dispersés dans le monde et ne soient plus exclusivement rassemblés en Irak et en Syrie (cette dynamique sera abordée plus en détail dans le document).³ De plus, bien qu'il continue d'être connu localement sous le nom de Forces démocratiques alliées (ADF) en Ouganda et en RD Congo, les auteurs utilisent à la place la Province de l'État islamique d'Afrique centrale (ISCAP) pour désigner le groupe suite à son alliance de 2017 avec l'État islamique.⁴ C'est le nom utilisé à la fois par l'État islamique pour désigner explicitement sa branche congolaise et par l'ISCAP lui-même dans sa messagerie interne et sa propagande. C'est donc un nom plus précis et contemporain pour les ADF. D'autres affiliés mondiaux de l'État islamique seront également désignés par leurs dénominations de l'État islamique.

³ Ce modèle n'est pas différent du Comité Hittin d'Al-Qaïda, ou de sa direction centrale dispersée dans le monde (souvent appelée à tort « le noyau d'Al-Qaïda »).

⁴ L'ISCAP faisait à l'origine référence aux affiliés congolais et mozambicains jusqu'à ce que l'aile mozambicaine de l'ISCAP devienne sa propre province distincte de l'État islamique en mai 2022. Aujourd'hui, l'ISCAP se réfère uniquement à la branche congolaise. Voir : « IS designates Mozambique as its own province following battle in Quiterajo ». *Zitamar*, 13 mai 2022.

Introduction

« Parce que les ADF [*Allied Democratic Forces*] ont bénéficié des relations financières de Jamil [Mukulu] quand il était le chef, quand il a été arrêté, l'argent s'est arrêté [...]. L'argent a commencé à affluer une fois que Musa [Baluku] a prêté allégeance à l'État islamique et que les ADF ont commencé à avoir des armes plus puissantes [et] des combattants étrangers sont venus combattre avec nous. »

- Transfuge des ADF, mai 2021

Le 18 avril 2019, l'État islamique a choqué de nombreux observateurs à travers le monde lorsqu'il a revendiqué sa première attaque en République démocratique du Congo, perpétrée par un groupe connu localement sous le nom de Forces démocratiques alliées (ADF). Pour ceux qui suivent de près ce groupe rebelle peu connu, des indices d'alliance avaient commencé à apparaître plus d'un an auparavant lorsque des preuves de transferts financiers entre l'État islamique et les ADF ont émergé. Néanmoins, ces preuves ont été accueillies avec un profond scepticisme : les ADF, majoritairement ougandaises, avaient une longue histoire en RD Congo, où elles avaient fui au milieu des années 1990 pour éviter la défaite aux mains des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF).⁵ Au cours des années qui ont suivi, des membres des ADF se sont mariés avec des communautés locales et se sont installés dans les forêts autour du territoire de Beni dans la province agitée du Nord-Kivu en RD Congo, devenant ainsi l'un des nombreux groupes armés de la région.⁶

Bien que de nature islamiste depuis le début – de nombreux membres fondateurs des ADF sont issus du Mouvement des combattants ougandais musulmans pour la liberté – les objectifs du groupe ont toujours été concentrés localement sur l'Ouganda, sans prétention à un agenda mondial.⁷ Pendant de nombreuses années, les ADF ont coexisté avec les communautés congolaises environnantes dans une paix relative, par rapport aux massacres qu'elles perpètrent contre ces mêmes communautés aujourd'hui. Ce changement s'est produit vers 2014, alors que la politique régionale changeante et la pression militaire accrue des Forces armées congolaises (FARDC) ont chassé les ADF de leurs camps et ont incité le groupe à répondre par une série de massacres qui ont horrifié les observateurs locaux et internationaux.⁸ Le groupe a continué d'évoluer au cours des années suivantes et, à la mi-2019, les ADF étaient devenues le noyau de la province d'Afrique centrale de l'État islamique (ISCAP).

Compte tenu de cette histoire, de nombreuses questions se sont posées quant à la nature exacte de la relation entre les ADF historiquement locales et la direction centrale de l'État islamique. Dans ce document, les auteurs discutent d'un facteur clé de ce débat : le financement. Ce rapport examine la transition brutale de l'ISCAP d'une menace locale relativement mineure à une menace régionale

⁵ Candland, Tara, Adam Finck, Haroro J. Ingram, Laren Poole, Lorenzo Vidino et Caleb Weiss. L'État islamique en RD Congo. Programme sur l'extrémisme de l'Université George Washington, mars 2021. Disponible à : <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs5746/files/The%20Islamic%20State%20in%20Congo%20French.pdf>.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

majeure, et la manière dont le financement de l'État islamique a contribué à l'essor de l'ISCAP. Le document est organisé autour des méthodes de financement en constante évolution de l'État islamique – des dons directs aux mises en commun régionales – et utilise le financement de l'ISCAP par le groupe comme étude de cas pour examiner les façons dont le premier s'est adapté pour soutenir ses affiliés mondiaux face à de pertes territoriales dévastatrices, ainsi que les effets meurtriers du soutien de l'État islamique sur le terrain en RD Congo.

Historiquement, les ADF se sont appuyées sur les ressources locales et les liens avec des entreprises régionales pour financer leur rébellion. Dans une large mesure, ces réseaux dépendaient de Jamil Mukulu, le chef des ADF jusqu'à son arrestation en avril 2015. Mukulu a passé relativement peu de temps dans la brousse et s'est plutôt déplacé en Afrique centrale et orientale ainsi qu'au Royaume-Uni pour rencontrer des partisans et maintenir les flux financiers vers le groupe. Avec l'arrestation de Mukulu en 2015, ces réseaux ont lentement commencé à se tarir et, en 2017, des transfuges ont signalé que le groupe avait un besoin urgent de fonds.⁹ Le groupe étant déjà aligné idéologiquement sur une grande partie de la doctrine de l'État islamique, son dénuement croissant a agi comme un catalyseur qui a poussé Musa Baluku, le successeur de Mukulu, à accepter les ouvertures de l'État islamique. Malgré les objections claires que Mukulu a exprimées depuis sa cellule de prison, Baluku aurait conclu un accord avec le réseau djihadiste mondial, obtenant un financement en échange de la promesse d'allégeance des ADF à la direction de l'État islamique.¹⁰

Le financement de l'État islamique reçu par l'ISCAP a entraîné plusieurs conséquences désastreuses, directes et indirectes. L'argent a directement financé les réseaux responsables des campagnes d'attentats à la bombe de 2021 en Ouganda et en RD Congo, et d'une tentative d'attentat au Rwanda. Plus généralement, cependant, le financement de l'État islamique a permis à l'ISCAP de reconstruire sa force de combat, en fournissant les nécessités de base pour la vie dans la brousse et un soutien financier aux familles laissées par les combattants. Cette nouvelle armée est responsable de milliers de morts alors qu'elle a poussé sa zone d'opérations à de nouvelles limites surprenantes. L'argent de l'État islamique a transformé les ADF d'un groupe rebelle relativement mineur menant des attaques dans l'arrière-pays congolais, à la faction armée la plus meurtrière de la RD Congo, et à un acteur terroriste régional menant une campagne de violence et d'effusion de sang à travers l'Afrique centrale et orientale, au nom du prétendu califat mondial de l'État islamique.

Les auteurs commencent par une discussion de la méthodologie et des limites du présent rapport, avant de fournir un bref historique de l'évolution de la structure et des méthodes de financement de l'État islamique. Les auteurs abordent ensuite la façon dont l'État islamique finance sa Province d'Afrique centrale, en tant qu'étude de cas plus large des méthodes financières actuelles de l'État islamique et de ses implications directes. Le document conclut en fournissant plusieurs recommandations politiques destinées à aider les décideurs et les praticiens à lutter contre ces

⁹ Entretien des auteurs avec W-164 à Kampala, Ouganda, janvier 2023 ; entretiens des auteurs avec W-61 à Kampala, Ouganda, novembre 2020 ; entretien avec W-68 mené par les autorités ougandaises en février 2021 et fourni aux auteurs.

¹⁰ Informations fournies par une source ougandaise, février 2018.

méthodes de financement. Les auteurs incluent également une annexe décrivant les principaux acteurs impliqués dans le financement de l'ISCAP par l'État islamique, pour montrer la portée géographique complexe et l'échelle de ces réseaux, et afin d'illustrer la macro-stratégie de l'État islamique pour le financement des affiliés dans le monde entier.

Méthodologie et contraintes

Les conclusions de ce rapport sont basées sur des recherches de sources primaires menées par les auteurs au cours des cinq dernières années. Les auteurs ont mené plus de 150 entretiens avec des transfuges et des victimes de l'ISCAP, en utilisant un traducteur si nécessaire. Sauf indication contraire, aucune autre personne que les auteurs, le traducteur et la personne interrogée n'était présente pour les entretiens. Les informations des personnes interrogées utilisées dans cet article ont été rendues anonymes pour protéger l'identité des personnes interrogées. Les informations financières contenues dans le rapport proviennent de relevés bancaires, de reçus de versement, d'enregistrements téléphoniques, de notes ou d'autres documents fournis par les personnes interrogées ou de témoignages d'entretiens qui, sauf indication contraire, ont ensuite été corroborés par l'examen de documents. Dans les cas où les auteurs ont reçu des documents d'une source tierce, ils ont ensuite vérifié les documents auprès des propriétaires d'origine au moyen d'entretiens. Les entretiens ont eu lieu en Ouganda, en République démocratique du Congo (RDC), au Rwanda et au Kenya. Ces enquêtes ont été financées par des fonds privés; les auteurs n'ont reçu d'argent d'aucun gouvernement pour financer cette recherche.

Comme pour tout document sur le financement du terrorisme, certaines limites existent. Premièrement, il est notoirement difficile de suivre le financement du terrorisme, en particulier le financement qui dépend fortement des réseaux *hawala* ou des opérateurs légitimes d'argent mobile.¹¹ Les différents flux financiers de l'État islamique décrits dans ce rapport ne documentent que ce que les auteurs ont pu corroborer et, compte tenu des témoignages de transferts supplémentaires que les auteurs n'ont pas pu vérifier à travers les registres disponibles, ne représentent probablement qu'une fraction du montant total d'argent transféré par le biais des réseaux financiers de l'État islamique en Afrique orientale et australe. Le principal réseau international décrit dans ce rapport a été fermé par les autorités en septembre 2021, et l'existence probable d'autres réseaux pendant et après la période de fonctionnement du réseau présenté signifie probablement que le montant total d'argent circulant vers et entre divers affiliés africains de l'État islamique est bien plus élevé que ce que les auteurs ont pu vérifier.

Deuxièmement, le montant d'argent que l'ISCAP génère localement reste très opaque. Étant donné que ces fonds proviennent d'activités illégales et n'ont pas à être transférés à travers les frontières nationales, il n'y a aucun reçu connu, et seulement un exemple de tenue de registres que les auteurs pourraient collecter pour essayer de vérifier les montants. Par conséquent, les auteurs ont utilisé des informations provenant de sources fiables pour estimer ces montants, et comme pour le financement international, il s'agit probablement d'une sous-estimation. Pour essayer d'éviter les biais dans l'attribution des conséquences du financement de l'État islamique en RD Congo, les auteurs ont adopté une approche prudente en estimant le montant total de l'argent de l'État islamique entrant dans les

¹¹ Une méthode informelle de transfert d'argent entre le point A et le point B par l'intermédiaire de *hawaladars* (ou courtiers) sans transfert physique réel d'argent entre l'expéditeur et le destinataire.

coffres de l'ISCAP – en n'incluant que les transactions pour lesquelles les auteurs avaient un niveau moyen ou élevé de confiance dans la vérification – tout en adoptant une approche plus libérale pour inclure les sommes liées aux revenus générés localement, qui ont tous une cote de vérification faible.

Après avoir abordé les considérations méthodologiques et les limites, ce document passe maintenant à la description détaillée de l'évolution de la structure administrative et des mécanismes de financement de l'État islamique au fil du temps.

Évolution de la structure et du financement de l'État islamique

Cette section explore l'évolution de la structure globale de l'État islamique depuis la perte de son califat territorial et les changements correspondants dans ses modes de financement. D'une manière générale, le modèle financier de l'État islamique est passé de transferts directs entre l'organisation centrale et ses affiliés à une structure plus distribuée de réseaux de collecte de fonds et de blanchiment d'argent regroupés au niveau régional. Ce nouvel dispositif financier réparti géographiquement a été mis en œuvre en fonction des ressources de l'État islamique et des besoins et capacités de ses affiliés, plutôt que comme une décision politique unique instituée simultanément dans les provinces du monde. En outre, il reste diverses opérations d'autofinancement menées par des affiliés individuels. Bien que la source des fonds et leur disponibilité pour le transfert aient considérablement varié entre ces deux modèles, il existe un chevauchement dans les mécanismes structurels de ces deux périodes. Par conséquent, il est difficile de définir des phases concrètes pour chaque type de financement, et en proposant des périodes générales, les auteurs reconnaissent que cette évolution s'est produite à des moments différents pour chaque affilié.

La première méthode, le financement direct, a été appliquée approximativement entre 2014 et 2017 au plus fort du califat territorial du groupe en Irak et en Syrie. Le financement direct est marqué par le transfert direct de fonds aux filiales régionales (bien que souvent en utilisant des intermédiaires pour compléter le transfert). Alors que l'État islamique a rapidement perdu des territoires en Irak et en Syrie à partir de 2017, il a cependant été contraint d'adapter ensuite ses opérations mondiales – et donc ses méthodes de financement – en adoptant une approche plus décentralisée.¹² Cette adaptation a finalement été officialisée avec la création de ce que l'État islamique appelle des « bureaux régionaux », qui sont des structures de commandement régionales organisées pour aider à coordonner toutes les activités et opérations de l'État islamique dans une zone spécifique. Cette régionalisation structurelle a donné naissance au deuxième mode de financement, le financement mutualisé régional, dans lequel différents réseaux pilotés par les directions régionales susmentionnées travaillent pour générer et transférer collectivement des revenus qui contribuent au financement des affiliés régionaux associés. La troisième méthode existante est l'autofinancement, par laquelle les filiales locales génèrent des revenus dans leur zone d'opération, indépendamment de l'argent transféré de l'extérieur par l'État islamique. Dans de nombreux cas, ces sources d'autofinancement sont antérieures à l'affiliation d'un groupe à l'État islamique.

Le tableau 1 décrit les principales différences entre les trois méthodes de financement de l'État islamique et détaille les caractéristiques déterminantes de chacune, notamment les méthodes de collecte de fonds, les mouvements de fonds et les réseaux financiers.

¹² « Lettre datée du 15 juillet 2019, adressée par le Président du Comité du Conseil de sécurité en application des résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique en Irak et au Levant (Daech), Al-Qaida et des individus, groupes, entreprises et entités associés, adressée au président du Conseil de sécurité ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 15 juillet 2019, 17.

Tableau 1. Méthodes de financement de l'État islamique.

Caractéristiques distinctives	Direct (2014 - 2016)	Mise en commun régionale (2017 – aujourd'hui)	Autofinancement
Mouvement	Transferts et mouvements physiques d'espèces directement de la direction centrale de l'État islamique en Irak et en Syrie et des filiales régionales (utilisant parfois des intermédiaires)	Transferts et mouvements physiques d'espèces entre les filiales de l'État islamique et les réseaux régionaux, dirigés par les bureaux régionaux de l'État islamique ¹³	Transferts physiques, argent mobile
Réseaux	Sociétés écrans établies en Turquie et dans des pays arabes du Golfe ; virements bancaires; réseaux <i>hawala</i>	Transferts utilisant des réseaux <i>hawala</i> , plusieurs nœuds et des sociétés écrans au sein de la même région générale ou de régions adjacentes	Coursiers et transferts d'argent mobiles dans la zone d'opération d'une filiale locale
Collecte de fonds	Extorsion, taxes, pillage, ventes de pétrole et de gaz, donations	Donations, extorsion, taxes, pillage, vols	Extorsion, vols, taxes

Ce chapitre donne un bref aperçu de la création du dénommé califat mondial de l'État islamique et de la formation de ses premières branches régionales. Compte tenu de l'abondante littérature existante sur l'histoire de l'État islamique, ce rapport se concentre spécifiquement sur les premiers affiliés du groupe en dehors de l'Irak et de la Syrie et sur la manière dont ils ont été financés, plutôt que sur les activités génératrices de revenus de l'État islamique en Irak et en Syrie. La discussion s'attache ensuite à décrire la manière dont l'État islamique a été contraint de s'adapter en raison d'une pression militaire importante, corrélée à un changement important de son modèle de financement.

¹³ Compte tenu du modèle actuel de leadership mondial géographiquement dispersé de l'État islamique, il est possible que d'autres dirigeants de l'État islamique en dehors de la région générale d'un bureau régional particulier aient également leur mot à dire dans cette direction, si nécessaire.

Création du califat et des premiers affiliés régionaux

La création et les débuts de l'État islamique sont bien établis. Ce rapport se concentre sur la période qui a suivi la création de son soi-disant califat à l'été 2014 et de ses antennes régionales, ou ce qu'il appelle des « provinces ». Peu de temps après sa déclaration, des groupes djihadistes et des sympathisants du monde entier ont commencé à jurer fidélité au nouveau régime islamique. Alors que certains de ces premiers adeptes, comme Ansar Baït al-Maqdis dans la péninsule du Sinaï ou Jund al-Khilafa en Algérie, étaient des dissidents d'Al-Qaïda, l'État islamique a eu une main directe dans la création de certaines de ses premières filiales mondiales au cours de cette période – en particulier l'État islamique-Libye (EI-L) et l'État islamique-Khorassan (EI-K) – en implantant des hauts responsables de son califat territorial pour aider à consolider et à diriger les partisans locaux et les transfuges d'Al-Qaïda.¹⁴ Cela s'est poursuivi en 2015, lorsque Boko Haram au Nigeria s'est détaché du réseau Al-Qaïda et a rejoint l'État islamique.¹⁵ De même, au Sahel et en Somalie, de hauts commandants des groupes d'Al-Qaïda dans ces pays – Al-Murabitoon et Al-Shabaab, respectivement – ont fait défection vers l'État islamique, formant ce qui allait devenir les provinces officielles de l'État islamique dans ces régions.¹⁶

Financement direct des affiliés régionaux

Tandis que l'État islamique incorporait rapidement des filiales mondiales au plus fort de son califat territorial, l'organisation centrale du groupe en Irak et en Syrie a fourni un soutien financier direct à ces provinces extérieures. Le groupe a envoyé des émissaires, des formateurs et d'autres membres du personnel de son organisation centrale pour renforcer et rationaliser les affiliés éloignés et a fourni des flux financiers substantiels pour garantir que ces provinces nouvellement constituées disposaient des ressources appropriées.

Cette première génération de financement de l'État islamique, dans laquelle de grandes quantités d'argent ont été blanchies depuis les vastes réserves de l'État islamique vers des filiales périphériques, était plus clairement évidente en Libye. Les trois provinces libyennes de l'État islamique, que le groupe a reconnues en novembre 2014, étaient beaucoup plus directement liées à l'organisation centrale de l'EI que d'autres affiliés plus tardifs. La branche libyenne était dirigée par un commandant irakien envoyé par la direction centrale avec « des millions de dollars » pour établir le groupe au milieu du paysage agité des milices libyennes.¹⁷ Peut-être plus important encore, l'État islamique en Libye a servi de premier centre financier régional, transférant des centaines de milliers de dollars de la direction

¹⁴ « Islamic State: Egyptian militants pledge loyalty ». *BBC News*, 10 novembre 2014.; « Jund al-Khalifa: The IS-linked group that shot into the spotlight ». *France 24*, 23 septembre 2014.

¹⁵ « Nigeria's Boko Haram pledges allegiance to Islamic State ». *BBC News*, 7 mars 2015.

¹⁶ Weiss, Caleb et Héni Nsaibia. « The End of the Sahelian Anomaly: How the Global Conflict between the Islamic State and al-Qa`ida Finally Came to West Africa ». *CTC Sentinel* 13, no. 7 (juillet 2020).; Weiss, Caleb. « Reigniting the Rivalry: The Islamic State in Somalia vs. al-Shabaab ». *CTC Sentinel* 12, no. 4 (avril 2019).

¹⁷ « Who pays for ISIS in Libya? ». Hate Speech International. 24 août 2016. <https://www.hate-speech.org/who-pays-for-isis-in-libya/>.

centrale de l'État islamique vers sa filiale dans le Sinaï.¹⁸ Une telle décentralisation allait devenir une caractéristique importante des itérations ultérieures du financement de l'État islamique décrites dans les sections suivantes.

Des transferts directs similaires ont été effectués vers des filiales au Nigeria, en Afghanistan et aux Philippines du début 2015 à la mi-2017. Le Nigeria a été le premier affilié de l'État islamique en Afrique subsaharienne, localement appelé Boko Haram et rebaptisé Province de l'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP) après que son chef Abubakar Shekau a prêté allégeance en mars 2015. L'ISWAP a reçu près de 800 000 dollars de l'État islamique entre mars 2015 et mi-2016.¹⁹ D'autres fonds étaient directement acheminés par des passeurs nigériens qui collectaient de l'argent en Arabie saoudite ou aux Émirats arabes unis. Les transferts variaient entre 10 000 dollars et 100 000 dollars chacun et étaient envoyés toutes les deux semaines.²⁰

Ailleurs, l'État islamique en Syrie et en Irak a utilisé des passeurs de fonds, des systèmes de transfert de fonds alternatifs et des virements bancaires via des pays tiers pour faciliter le mouvement de plusieurs millions de dollars vers EI-K en Afghanistan entre début 2015 et mi-2016.²¹ Aux Philippines, bien que les transferts confirmés aient été beaucoup plus faibles, il existait toujours un lien financier direct entre les deux groupes dès le départ. L'État islamique a transféré au moins 70 000 dollars à sa filiale aux Philippines en juillet et août 2016, le principal facilitateur ayant été arrêté un an plus tard après son arrivée à Manille en provenance d'Arabie saoudite.²²

Alors que la pression militaire et financière augmentait, l'État islamique en Irak et en Syrie a commencé à lutter pour payer les salaires et attirer et retenir les combattants étrangers et locaux. À fin 2016, la pression militaire avait contraint le groupe à un « budget de crise ».²³ Ces réductions ne se sont pas traduites initialement par des transferts aux affiliés, qui ont continué à recevoir des fonds afin de maintenir le califat mondial, au cas où l'État islamique ne serait pas en mesure de résister à la pression

¹⁸ « Lettre datée du 19 juillet 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés », Conseil de sécurité des Nations Unies. 19 juillet 2016. Pg.12. https://digitallibrary.un.org/record/S_2016_629.FR-PDF.

¹⁹ « 6 Nigerians Convicted In UAE Over 'B/Haram Funding' ». *Daily Trust*, 9 novembre 2020. <https://dailytrust.com/6-nigerians-convicted-in-uae-over-b-haram-funding/>.

²⁰ Foucher, Vincent. « The Islamic State Franchises in Africa: Lessons from Lake Chad ». International Crisis Group. 29 octobre 2020. <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/islamic-state-franchises-africa-lessons-lake-chad>.

²¹ « Rapport du Secrétaire général sur la menace que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) pour la paix et la sécurité internationales et sur l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour aider les États Membres à contrer cette menace ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 31 mai 2016. Pg 10. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N16/150/27/PDF/N1615027.pdf?OpenElement> ; « Lettre datée du 19 juillet 2016 », 12.

²² « Treasury Sanctions ISIS Facilitators Across the Globe ». Département américain du Trésor, 9 février 2018. <https://home.treasury.gov/news/press-release/sm0284>.; Seldin, Jeff « US Clamping Down on Islamic State's Global Network ». *VOA*, 9 février 2018. <https://www.voanews.com/a/us-clamp-down-islamic-state-network/4247839.html>.

²³ « Lettre datée du 11 janvier 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 13 janvier 2017. Pg 9. https://digitallibrary.un.org/record/S_2017_35-FR.pdf.

militaire dans ses principaux territoires.²⁴ En fait, l'État islamique a continué d'envoyer jusqu'à 100 000 dollars par mois à EI-K au début de 2017, démontrant les réserves importantes du groupe malgré sa perte de territoire et de revenus.²⁵ Cependant, tous les affiliés n'ont pas bénéficié d'une aide financière aussi constante et certaines provinces avaient du mal à générer elles-mêmes des revenus à la fin de 2016.²⁶

Ce dilemme pour l'État islamique et ses affiliés – où l'organisation centrale de l'État islamique en Irak et en Syrie a commencé à subir des difficultés financières, mais ses affiliés étaient toujours dépendants de ses largesses – a forcé l'État islamique à diversifier ses mécanismes de financement et de blanchiment. Cette pression intense a conduit l'État islamique à s'éloigner des méthodes de paiement plus directes et à adopter un système que les auteurs décrivent comme un « financement mutualisé au niveau régional », ou le recours accru aux réseaux régionaux et à la criminalité locale pour soutenir et enraciner son expansion internationale.

Une brève phase de transition

Alors que l'État islamique perdait son territoire principal au Moyen-Orient, le groupe a entamé un changement notable dans la façon dont il finançait ses affiliés éloignés. En juillet 2019, l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions des Nations Unies concernant l'État islamique, al-Qaïda et les talibans a constaté que « *les cellules situées dans la zone centrale du conflit et les affiliés à l'étranger sont encouragés à être financièrement autonomes.* »²⁷ Le rapport de l'ONU poursuit en indiquant que les groupes affiliés étaient traités comme des « *start-ups, recevant un 'capital initial' et des conseils de la part du bureau central, tout en stipulant clairement que l'indépendance est l'objectif.* »²⁸ Bien que l'ONU ait signalé cette directive en 2019, l'ordre des dirigeants de l'État islamique est probablement intervenu beaucoup plus tôt. Cela est apparemment également corroboré par des documents internes de l'État islamique divulgués par une chaîne anti-État islamique dans les sphères pro-al-Qaïda entre fin 2022 et début 2023, qui comprenaient une lettre du « *Directorat des Provinces éloignées* » de l'État islamique datant de janvier 2019.²⁹ Dans cette lettre, adressée aux dirigeants de toutes les provinces, la direction centrale réprimande tous les dirigeants provinciaux, à l'exception de ceux de la province irakienne, pour ne pas avoir tenu compte d'une directive antérieure visant à « *activer leurs propres économies* » et à contribuer aux revenus du trésor central de l'État islamique.

²⁴ « Lettre datée du 19 juillet 2016 », 18.

²⁵ « Lettre datée du 9 mai 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 25 mai 2017. Pg 18. https://digitallibrary.un.org/record/S_2017_409-FR.pdf.

²⁶ « Lettre datée du 11 janvier 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaïda et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés », Conseil de sécurité des Nations Unies. 13 janvier 2017. Pg 11. <https://digitallibrary.un.org/record/858437?ln=en>.

²⁷ « Lettre datée du 15 juillet 2019 », 17.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Lettre du Directorat des Provinces éloignées datée du 22 janvier 2019, divulguée par « Exposer les serviteurs d'al-Baghdadi », telle que figurant sur les chaînes pro-al-Qaïda fin 2022.

La lettre indique en outre que la proportion des fonds collectés par les provinces qui doit être versée au trésor central doit être détenue par les provinces elles-mêmes, mais seulement dispersée ou utilisée avec la connaissance et l'approbation du trésor.

La preuve que l'État islamique tentait de décentraliser son appareil financier était visible dès 2017, alors que le groupe s'appuyait déjà sur un réseau complexe de collectes de fonds et de réseaux de blanchiment d'argent en dehors de son territoire en Irak et en Syrie. Ces réseaux ont généré des revenus, souvent par le biais d'activités économiques illicites, qu'ils ont blanchis à la fois dans les principaux territoires de l'État islamique et dans d'autres affiliés dans le monde. Ces fonds ont non seulement créé de nouvelles sources de revenus pour l'État islamique lui-même, mais ont également donné à ses affiliés l'accès à des ressources financières sous l'autorité de l'État islamique sans risquer l'épuisement de ses réserves limitées sur ses territoires principaux. Le plus important de ces réseaux de blanchiment d'argent était le dénommé réseau Rawi en Irak.³⁰ À 2017, le réseau était devenu crucial pour les efforts de l'État islamique visant à transférer de l'argent entre l'Europe, la Turquie, l'Irak, la Syrie et d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique.³¹ Notamment, le réseau a facilité le mouvement des dons des partisans à l'étranger vers l'Irak et la Syrie, que l'État islamique a utilisés pour financer les opérations et payer le personnel et leurs familles.³² D'autres indices selon lesquels le « Directeur des provinces éloignées » de l'État islamique a été intégré dans une telle structure sont issus d'une lettre divulguée en novembre 2018 du chef de l'État islamique en Somalie (EIS), Abdul Qadir Mu'min, dans laquelle il accepte de transférer de l'argent de la Somalie au Yémen, où il pourrait ensuite être transféré en Turquie.³³

Des réseaux comme celui de Rawi semblent avoir servi de parfait exemple de ce que les auteurs appellent une « phase de transition » dans les programmes de financement de l'État islamique, contribuant à établir un système décentralisé mais bien coordonné de distribution de fonds dans le monde entier. Bien qu'ils soient encore probablement dirigés de manière centralisée, ces réseaux ont aidé à déplacer de l'argent, à collecter des fonds ou à recueillir de l'argent auprès des partisans de l'État islamique au niveau mondial, puis ont facilité le transfert de ces fonds à divers affiliés régionaux.

³⁰ « Treasury Designates Key Nodes of ISIS's Financial Network Stretching Across the Middle East, Europe, and East Africa ». Département du Trésor des États-Unis. 15 avril 2019.

³¹ *Ibid.*

³² « Lettre datée du 15 juillet 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 21 juillet 2021. Pg 19.

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/168/51/PDF/N2116851.pdf?OpenElement>. Le rôle central du réseau Rawi dans la restructuration de l'appareil financier mondial de l'État islamique au cours de cette période, et en fait de l'État islamique dans son ensemble, a été illustré par des articles dans les médias arabes selon lesquels l'un des membres du réseau Rawi était le troisième calife, connu comme Abu al-Hassan al-Hashimi al-Quraishi, qui a été tué dans le sud de la Syrie en octobre 2022. Voir : Essam, Wael. « What is the Story of the Mysterious Islamic State Leader Who Was Killed in Deraa? » Al-Quds al-Arabi. 2 décembre 2022. Traduit de l'arabe.

³³ Lettre d'Abdul Qadir Mu'min adressée à l'Émir du Directeur des provinces éloignées datée du 22 novembre 2018, divulguée par « Exposer les serviteurs d'al-Baghdadi », telle que publiée sur les chaînes pro-al-Qaïda fin 2022.

Si les réseaux mondiaux de cette période de transition sont presque certainement toujours actifs, l'État islamique semble avoir davantage organisé géographiquement la structure de son appareil financier.

Mise en commun officielle au niveau régional

Avec la défaite de son califat territorial en Irak et en Syrie qui a laissé des provinces éloignées comme les composantes les plus actives du projet mondial de l'État islamique, l'État islamique a cherché à améliorer sa résilience en plaçant des responsables importants dans les dénommés « bureaux régionaux » autour du monde. En effet, à 2022, l'État islamique avait établi au moins quatre bureaux régionaux actifs qui aidaient à coordonner ses affiliés mondiaux, aux côtés d'au moins quatre autres bureaux disparus ou peu fonctionnels.³⁴ Opérant sous les auspices du Directeur général des provinces de l'État islamique, ces bureaux régionaux, institutionnalisés à des vitesses différentes et avec un succès significativement variable, aident à coordonner la génération de revenus, les flux financiers, les capacités opérationnelles et le personnel.³⁵ Cela a créé ce que les auteurs appellent un modèle de financement mutualisé au niveau régional : les bureaux régionaux supervisent la collecte de fonds locale et la consolidation et la distribution des fonds entre les affiliés et les réseaux de l'État islamique dans la zone de responsabilité de ce bureau, collectant des fonds là où c'est possible et envoyant de l'argent là où c'est nécessaire.

Ce modèle agit comme la nouvelle norme pour les affiliés de l'État islamique. Le bureau somalien d'Al-Karrar fait office de commandement régional pour les affiliés de l'État islamique en RDC et au Mozambique, tandis que le bureau d'Al-Furqan couvre les affiliés de l'État islamique au Nigeria et au Sahel, et le bureau d'Al-Sadiq couvre les activités en Afghanistan et au Pakistan.³⁶ D'autres bureaux régionaux ont effectivement disparu ou fonctionnent à un rythme plus lent, notamment en Libye (le bureau d'Al-Anfal), au Yémen (le bureau d'Umm al-Qura) et en Égypte et au Soudan (le bureau de Zu

³⁴ « Lettre datée du 11 juillet 2022 par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015). » S/2022/547. 15 juillet 2022. Pg 5.

³⁵ Une série de lettres internes divulguées d'Ali Salman Jassim al-Jubouri (alias Abd al-Ra'ouf al-Muhajir ou Abu Sarah al-Iraqi ou Kafush), nommé chef du Directeur général des provinces en juin 2020, éclaire l'institutionnalisation formelle de ces directions régionales et leur rôle dans l'architecture financière de l'EI. En octobre 2020, Jubouri a écrit aux dirigeants des bureaux régionaux que l'EI manquait cruellement de fonds et que la direction générale des provinces a créé un bureau économique général pour coordonner les ressources financières. Les bureaux régionaux et les provinces ont été chargés d'établir des divisions économiques dédiées subordonnées respectivement au chef du bureau régional et aux dirigeants provinciaux. Une autre directive divulguée, bien que probablement rédigée au cours de la même période, ordonne aux divisions économiques au niveau du bureau régional et provincial d'établir des connexions horizontales entre elles plutôt que par l'intermédiaire de Walis, et ordonne en outre que 25 % des revenus soient versés à l'administration de grandes provinces et 25% au trésor central de l'EI, le reste étant conservé par la province qui collecte l'argent. Al-Jubouri a finalement été tué plus tard lors d'une frappe de drones américains dans le nord-ouest de la Syrie en février 2023. Documents internes de l'EI divulgués par « Exposer les serviteurs d'al-Baghdadi », tels que publiés sur les chaînes pro-al-Qaïda entre fin 2022 et début 2023.

³⁶ Zimmerman, Katie. « Is ISIS in Crisis ». *Critical Threats*, 11 mars 2022.; « Explainer: ISIS-Khorasan in Afghanistan ». The Wilson Center, 27 août 2021. Suivre le lien [https://www.wilsoncenter.org/article/explainer-isis-khorasan-afghanistan#:~:text=ISIS%2DK%20Attacks%20in%202021&text=Assistance%20Mission%20in%20Afghanistan%20\(UNAMA\)%20recorded%2077%20attacks%20either%20claimed,according%20to%20another%20UNAMA%20report](https://www.wilsoncenter.org/article/explainer-isis-khorasan-afghanistan#:~:text=ISIS%2DK%20Attacks%20in%202021&text=Assistance%20Mission%20in%20Afghanistan%20(UNAMA)%20recorded%2077%20attacks%20either%20claimed,according%20to%20another%20UNAMA%20report).

al-Nurayn).³⁷ Un autre bureau régional a été créé pour coordonner les activités en Turquie et dans une grande partie de l'Europe de l'Est (bureau d'Al-Faruq), bien qu'il ne soit pas clair dans quelle mesure il reste actif en dehors de la Turquie et il y a des indications que le bureau est maintenant basé en Syrie.³⁸ Il est probable – bien que non confirmé – que des membres de ces bureaux régionaux fonctionnent également comme des éléments de la direction centrale de l'État islamique. Par exemple, les activités de Bilal al-Sudani, un agent soudanais de l'État islamique en Somalie qui dirigeait probablement le bureau d'Al-Karrar du groupe, suggèrent qu'il a joué un rôle beaucoup plus important dans les opérations mondiales de l'État islamique en dehors de la zone désignée de responsabilité d'Al-Karrar.³⁹ Plus d'informations sur le rôle et la nature de ces bureaux, en particulier Al-Karrar et leur lien avec l'ISCAP, seront abordées dans la section suivante.

Autofinancement

Bien que cette section ait largement détaillé l'histoire et l'évolution du modèle de leadership et des opérations de financement de l'État islamique, une brève discussion de sa troisième méthode de financement est justifiée ici. Bien que potentiellement moins conséquent que le financement direct ou régional mis en commun de l'extérieur, de nombreuses filiales régionales s'engagent également dans des activités génératrices de revenus indépendantes des transferts de l'État islamique. Cet autofinancement reste une voie importante pour de nombreux affiliés régionaux de l'État islamique et, dans certains cas, peut même constituer la majorité du revenu total d'un affilié. Ces activités génératrices de revenus existent en grande partie en dehors de la chronologie de l'évolution des flux financiers décrite ci-dessus, en ce sens qu'elles se sont produites parallèlement à l'évolution plus large du financement de l'État islamique et, dans certains cas – en particulier pour les affiliés qui existaient avant de rejoindre l'État islamique – sont entièrement antérieures à cette évolution structurelle.

Bien que presque tous les affiliés de l'État islamique pratiquent de telles méthodes, les affiliés utilisent différemment ces revenus générés localement en fonction de leur rôle respectif dans le réseau. L'argent généré par certains affiliés, tels que l'ISCAP ou la province du Mozambique de l'État islamique, par exemple, n'est probablement destiné qu'à être utilisé par chaque affilié dans sa propre zone d'opération respective. Pour d'autres, comme la Province de Somalie, les affiliés réservent probablement une part importante de leurs revenus générés localement à la distribution par le biais du système de mise en commun régionale, le reste des fonds étant conservé pour un usage interne.

La majorité du financement autofinancé provient de l'extorsion ou de la levée d'impôts sur les populations civiles sous l'influence ou le contrôle direct des affiliés. Ces rackets d'extorsion ou de taxation illégale sont souvent présentés par des groupes djihadistes comme le concept islamique de

³⁷ « Lettre datée du 11 juillet 2022 », 5.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Schmitt, Eric. « Ties to Kabul Bombing Put ISIS Leader in Somalia in U.S. Cross Hairs ». *The New York Times*, 4 février 2023. <https://www.nytimes.com/2023/02/04/us/politics/isis-somalia-kabul-bombing.html>; Weiss, Caleb et Ryan O'Farrell. « Analysis: U.S. Military kills key Islamic State leader in Africa ». FDD's Long War Journal. Suivre le lien <https://www.longwarjournal.org/archives/2023/01/analysis-u-s-military-kills-key-islamic-state-leader-in-africa.php>.

zakat ou d'aumône, et sont fréquemment mis en avant dans les médias de l'État islamique pour démontrer un certain degré de gouvernance et de contrôle locaux. En Afrique, l'État islamique est connu depuis longtemps pour se livrer à cette activité, comme en Libye et au Nigeria.⁴⁰ À 2018, la branche locale de l'État islamique en Somalie gagnait au moins 70 000 dollars par mois grâce aux « impôts » prélevés sur les particuliers et les entreprises dans la région semi-autonome du nord du Puntland.⁴¹ Quatre ans plus tard, le célèbre marché de Bakara à Mogadiscio a été fermé pendant plusieurs jours après que des militants de l'État islamique somalien aient prélevé des impôts substantiels sur les propriétaires d'entreprises locales.⁴² Un scénario similaire s'est déroulé en avril 2023, au cours duquel une entreprise locale de Bosaso au Puntland a été incendiée après avoir refusé de payer 500 000 dollars au groupe.⁴³

Cette tactique n'est cependant pas exclusive à l'Afrique, car elle a également été utilisée en Afghanistan. La Province de Khorasan de l'État islamique a gagné de l'argent à la fois grâce à la *zakat* et à son implication dans l'extraction des ressources locales.⁴⁴ La Province de Khorasan a concentré une grande partie de son attention sur la saisie de zones avec des mines lucratives de talc et de chromite dès mai 2015, et à la mi-2016, elle gérait directement l'extraction plutôt que de simplement taxer les mineurs comme les talibans l'avaient fait auparavant.⁴⁵ L'extorsion et les impôts illégaux constituent ainsi l'une des activités génératrices de revenus locaux les plus publiques de l'État islamique.

D'autres méthodes d'autofinancement lucratives utilisées à la fois en Afrique et à l'étranger sont les enlèvements contre rançon et la collecte de fonds déguisée à des fins caritatives. Par exemple, fin 2019, l'État islamique aux Philippines était engagé dans des opérations d'enlèvement contre rançon et des efforts de collecte de fonds en ligne souvent menés par des sympathisantes qui prétendaient soutenir les femmes et les orphelins, mais qui ont plutôt acheminé l'argent vers l'État islamique.⁴⁶ Dans

⁴⁰ « Rapport du Secrétaire général sur la menace que représente l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) pour la paix et la sécurité internationales et sur l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour aider les États Membres à contrer cette menace ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 31 mai 2016. Pg 9. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N16/150/27/PDF/N1615027.pdf?OpenElement>.; Al-Lami, Mina. « In its latest video, IS' West Africa Province (ISWAP) flaunts its religious outreach activities, presumably in NE Nigeria,... » Twitter, 15 juin 2022; Bulama Bakart, « The latest ISIS' al-Naba magazine claimed that ISWAP has in the past two months extorted over N51m as Zakat... », Twitter, 29 mai 2021.

⁴¹ Weiss, « Reigniting the Rivalry: The Islamic State in Somalia vs. al-Shabaab ».

⁴² Khalif, Abdulkadir. « Mogadishu traders close Bakara market stalls over illegal 'taxes' ». *The East African*, 28 janvier 2022. Suivre le lien : <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/mogadishu-traders-close-bakara-market-stalls-3697288#:~:text=By%20ABDULKADIR%20KHALIF,to%20be%20affiliated%20to%20ISIS>.

⁴³ « Boosaaso: Xarumo ganacsi oo loo xiray "baad" ay soo rogtey ISIL ». *Garowe Online*, 12 avril 2023.

⁴⁴ « At Any Price We Will Take The Mines: The Islamic State, the Taliban and Afghanistan's White Talc Mountains ». Global Witness. mai 2018. Pg 21.

⁴⁵ *Ibid*, 19-21.

⁴⁶ Franco, Joseph. « Islamic State-linked Groups in the Philippines: Fragmented and Weakened ». Programme sur l'extrémisme de l'Université George Washington. 11 avril 2022.

https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs5746/files/Islamic-State-in-Philippines_Franco.pdf.; « Lettre datée du 20 janvier 2020 par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité à la suite des résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaïda et les personnes, groupes, entreprises et

un autre stratagème financier complexe, la Province de Khorasan de l'État islamique a également utilisé une organisation caritative ostensible, l'organisation de protection sociale Nejaat, pour faciliter et blanchir les transferts d'argent depuis la péninsule arabique afin de financer les opérations locales du groupe en Afghanistan.⁴⁷

Cette section a examiné comment et pourquoi la structure administrative de l'État islamique et les grands systèmes financiers ont évolué au fil du temps. La section suivante, essentiellement une étude de cas sur l'évolution des modèles de financement de l'État islamique, explique comment et pourquoi l'État islamique a commencé à financer les ADF, l'évolution des ADF vers l'ISCAP à la suite de l'argent de l'État islamique, et comment la méthode de financement de l'ISCAP s'intègre dans le modèle financier élargi actuel de l'État islamique.

entités qui leur sont associés adressée au Président du Conseil de sécurité ». Conseil de sécurité des Nations unies. 20 janvier 2020. Pgs 16-17. Suivre le lien : <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=S%2F2020%2F53&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>.

⁴⁷ Joscelyn, Thomas. « U.S. designates ISIS-supporting brothers based in Turkey ». FDD's Long War Journal. 18 novembre 2019. Suivre le lien : <https://www.longwarjournal.org/archives/2019/11/u-s-designates-isis-supporting-brothers-based-in-turkey.php>.

Financement de la Province d'Afrique Centrale

Avant de discuter de la façon dont l'État islamique a commencé à financer les ADF, il est d'abord important de présenter le contexte historique dans lequel les ADF existent. La transformation des ADF qui a finalement conduit à leur serment d'allégeance à l'État islamique a commencé vers 2015, mais les fondations du groupe pour le djihadisme et les alliances opportunistes ont été posées des années plus tôt. Malgré leur nom laïc et leurs liens historiques avec les communautés non musulmanes et les groupes armés, les ADF ont toujours eu un programme islamiste militant déclaré, qui, à l'instar des efforts politico-militaires de ce groupe, est devenu de plus en plus extrême au fil du temps. Tout au long de leur histoire, les ADF ont démontré leur volonté de former des alliances et de tirer parti du soutien international pour atteindre leurs objectifs.⁴⁸ Retracer l'arc de ces deux dynamiques est important pour comprendre comment le groupe est devenu l'ISCAP.⁴⁹

Si les ADF ont été formées au milieu des années 1990 et ont combattu une brève insurrection en Ouganda avant de traverser la frontière avec la RD Congo, les points les plus saillants de l'histoire des ADF aux fins du présent rapport commencent dans les années 2010. Entre 2007 et 2010, les ADF ont vécu dans une paix relative avec les communautés locales de l'est de la RD Congo.⁵⁰ Cependant, entre 2010 et 2011, les ADF ont commencé à cibler des civils locaux pour tenter de les empêcher de collaborer avec l'armée congolaise qui avait lancé une offensive majeure contre le groupe en 2010.⁵¹ Après de nouvelles pressions militaires congolaises contre les ADF en juillet 2013 et à nouveau en 2014, le groupe a commencé à exercer des représailles massives contre les civils.⁵² L'offensive militaire de 2014 contre les ADF a fait de nombreuses victimes et a également forcé le chef des ADF, Jamil Mukulu, à fuir la RD Congo.⁵³ Un an plus tard, Mukulu a été arrêté en Tanzanie et extradé vers l'Ouganda, ce qui a conduit l'un de ses principaux adjoints, Musa Baluku, à devenir le nouveau chef.⁵⁴

Sous Baluku, les ADF ont tenté de se réaffirmer en participant à une série de massacres cruels fin 2014 et 2015, apparemment aux côtés d'autres groupes armés et avec la complicité de certains officiers militaires congolais.⁵⁵ Bien que les ADF aient réussi à survivre, le sort du groupe avait décliné

⁴⁸ Tamm, Henning. « The Origins of Transnational Alliances: Rulers, Rebels, and Political Survival in the Congo Wars ». *International Security* 41, no. 1 (août 2016):147-181.

⁴⁹ Une faction dissidente mineure n'était pas d'accord avec la décision de Baluku de se tourner vers l'État islamique et a quitté les ADF en 2018, conservant sa loyauté envers Jamil Mukulu malgré son arrestation et son emprisonnement. Cette faction, cependant, n'a jamais compté plus de 150 personnes et aucune activité armée du groupe n'a jamais été confirmée. La grande majorité des hauts dirigeants et des membres de base des ADF sont restés avec Baluku et ont accepté son engagement envers l'État islamique. Un haut dirigeant de cette faction dissidente, Benjamin Kisokeranio, a été arrêté en janvier 2022, et le groupe dissident lui-même a été violemment détruit par la principale faction dirigée par Baluku en janvier 2023, certains dirigeants de la dissidente rejoignant le plus grand groupe fidèle à l'État islamique.

⁵⁰ Candland, et.al, « L'État islamique en RD Congo ».

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ « Massacres à Beni Violence politique, dissimulation et cooptation » (résumé en français). Groupe d'étude sur le Congo. septembre 2017. Pgs 2-3. Suivre le lien : <https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2017/09/Beni-R%C3%A9sum%C3%A9-ex%C3%A9cutif-GEC.pdf>

et d'anciens membres des ADF racontent qu'en 2017, le moral du groupe était incroyablement bas.⁵⁶ Avec l'arrestation de Mukulu, la cheville ouvrière du financement extérieur des ADF, une grande partie des financements internationaux du groupe a commencé à se tarir. Mukulu s'était auparavant déplacé librement entre les camps en RD Congo, les grandes villes d'Afrique de l'Est et même le Royaume-Uni pour maintenir ces relations financières, mais avec son départ, le flux d'argent s'est finalement arrêté, poussant le groupe presque à son point de rupture.⁵⁷ À 2017, Les opérations des ADF étaient en déclin, avec un seul décès causé par les ADF au cours des huit premiers mois de l'année. C'est dans ce contexte que Baluku a commencé à chercher des financements ailleurs pour maintenir les ADF en vie.

Sous la direction de Baluku, les ADF se sont davantage tournées vers l'extérieur, alors qu'auparavant, le groupe avait maintenu un mode opératoire strict et secret. En 2016, le groupe – alors rebaptisé *Madinat Tauheed wau Muwahideen* (MTM), ou « Ville du monothéisme et des monothéistes »⁵⁸ – a lancé des efforts de propagande rudimentaires qui se sont davantage alignés sur la rhétorique du mouvement djihadiste mondial.⁵⁹ Cela comprenait une vidéo de 2017 mettant en vedette l'un de ses hauts dirigeants étrangers connu sous le nom de « Jundi », le Tanzanien Ahmed Muhamood, appelant à rejoindre « l'État islamique au Congo ».⁶⁰ Cette vidéo est la première preuve publique de la relation du groupe avec l'État islamique. En avril 2019, l'État islamique a commencé à revendiquer publiquement des attaques à l'intérieur de la RD Congo au nom des ADF.⁶¹ Un peu plus d'un an plus tard, Musa Baluku a explicitement reconnu la nouvelle identité du groupe lorsque, dans un sermon diffusé en interne, il a déclaré que le nom ADF n'existait plus et que le groupe était désormais connu sous le nom de Province d'Afrique centrale de l'État islamique (ISCAP).⁶²

Le financement de l'État islamique vers sa Province d'Afrique centrale – qui remonte au moins à la fin de 2017 – a commencé pendant la brève phase de transition de l'État islamique entre le financement direct et son modèle actuel de mise en commun au niveau régional. Ces transferts ont continué d'évoluer, les différents régimes de financement de l'ISCAP représentant l'un des exemples les plus clairs de la méthode actuelle de mise en commun régionale de l'État islamique. Dans le même temps, et avant l'affiliation à l'État islamique, l'ISCAP s'est également appuyé sur plusieurs tactiques d'autofinancement.

⁵⁶ Entretien des auteurs avec W-61 à Kampala, Ouganda, novembre 2020 ; et entretien avec W-68 mené par les autorités ougandaises en février 2021 et fourni aux auteurs.

⁵⁷ Entretien des auteurs avec W-164 à Kampala, Ouganda, janvier 2022 ; entretiens des auteurs avec W-67 à Beni, RDC, février 2021 ; entretiens des auteurs avec W-57 à Kampala, Ouganda, décembre 2019 ; entretien avec W-68 mené par les autorités ougandaises en février 2021 et fourni aux auteurs. Conseil de sécurité des Nations Unies, 15 novembre 2012, « Lettre datée du 12 novembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité à la suite de la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo ».

⁵⁸ Les ADF ont utilisé ce nom dès 2012, principalement pour désigner leur camp principal où était basée leur direction. En 2016, les ADF ont commencé à utiliser ce nom pour désigner le groupe dans son ensemble.

⁵⁹ Candland, et.al, « L'État islamique en RD Congo ».

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

La transition : Premiers flux d'argent de l'État islamique vers les ADF

S'il existe différents récits sur la façon exacte dont les ADF sont devenues connectées à l'État islamique, les anciens membres des ADF/ISCAP conviennent généralement que le moteur de la décision de Baluku était en grande partie financier – bien que, comme indiqué ci-dessus, un changement idéologique clair vers une perspective djihadiste plus globale avait déjà lieu en interne.⁶³ Les ADF manquaient d'argent, incapables de fournir même les produits de première nécessité comme le sel ou les médicaments, alors que le moral du groupe s'effondrait et que les attaques se réduisaient presque à zéro. C'est dans ce contexte que les deux groupes ont négocié leur alliance. Bien que le processus exact, les conditions et les exigences pour que les groupes d'insurgés locaux deviennent une filiale de l'État islamique sont inconnus, il est clair que les ADF se sont vu promettre une assistance pour leur situation financière désespérée, et en novembre 2017, les ADF ont reçu leurs premiers transferts financiers confirmés de l'État islamique.

Le premier transfert confirmé de l'État islamique à l'ISCAP est intervenu fin 2017 via le financier kenyan de l'État islamique Waleed Ahmed Zein. Trois ans auparavant, en 2014, le père et le frère de Zein avaient rejoint l'État islamique en Syrie, mais Zein a choisi de ne pas y aller.⁶⁴ Il est resté au Kenya et travaillait comme chauffeur de camion lorsque son père l'a contacté et lui a demandé d'aider à déplacer de l'argent au nom de l'État islamique. Avec Halima Adan Ali – une femme qui avait prévu de voyager avec le père de Zein en Syrie en tant que fiancée mais qui a été arrêtée avant leur départ puis relâchée – Zein a dirigé l'argent vers un réseau financier qui s'étendait sur l'Europe, l'Amérique, le Moyen-Orient, et l'Afrique.⁶⁵ Ils ont d'abord pu éviter d'être détectés en transférant l'argent via un compte personnel lié à une entreprise familiale et via le système *hawala*, mais Zein et Ali ont finalement été arrêtés en juillet 2018.⁶⁶ Au total, ils ont tous deux transféré plus de 150 000 dollars aux filiales de l'État islamique en Afrique centrale, en Syrie et en Libye.⁶⁷

⁶³ Les anciens membres des ADF/ISCAP ne sont pas d'accord sur le point de savoir si c'est Meddie Nkalubo (alias Punisher) ou Ahmed Mohamood (alias Jundi, alias Abuwakas) qui a le premier mis en relation les ADF et l'État islamique. Le récit le plus populaire semble être qu'Ahmed Mohamood, probablement recruté lui-même par l'État islamique pendant ses études en Afrique du Sud, s'est connecté avec Meddie Nkalubo sur les réseaux sociaux et s'est rendu dans les camps afin de convaincre le groupe de prêter allégeance. Entretiens des auteurs avec W-61 à Kampala, Ouganda, novembre 2020 ; entretiens des auteurs avec W-67 à Beni, RDC, février 2021.

⁶⁴ Nyaga, Beth. « Police arrest duo involved in terrorism facilitation for ISIS ». *KBC*, 5 juillet 2018.

⁶⁵ *Ibid.*; « Treasury Designates Key Nodes of ISIS's Financial Network Stretching Across the Middle East, Europe, and East Africa ». Département du Trésor des États-Unis. 15 avril 2019; « Treasury Sanctions East African Facilitator of Intricate ISIS Financial Network ». Département du Trésor des États-Unis, 7 septembre 2018. Reçus examinés par les auteurs. Juin 2021.

⁶⁶ *Ibid.*; Les auteurs ont également examiné les reçus documentant la réception d'environ un tiers des fonds que Zein et Halima sont accusés d'avoir transférés au nom de l'État islamique. Les transferts avaient tendance à être relativement petits, plus des deux tiers d'entre eux étant de 1 000 dollars ou moins. Plus de la moitié des transferts provenaient de pays européens, le plus gros total provenant de la Suède. Il est à noter que la Suède a longtemps eu un problème de financement du terrorisme, d'abord à Al-Qaïda puis à l'Etat Islamique. Voir par exemple : « 6 on trial in Sweden for funding ISIS in Syria ». *Diyaruna*, 7 janvier 2019 ; Yousuf, Etezaz. « Krävs på miljonbelopp efter terrorfinansiering ». *Göteborgs-Posten*, 13 décembre 2016 ; et « Sweden detains four over Islamic State funding: Report ». *Agence France Presse*, 18 février 2015.

⁶⁷ « Treasury Sanctions East African Facilitator of Intricate ISIS Financial Network ».

Au moins 11 000 dollars de ces fonds sont allés à des agents connus de l'ISCAP en Ouganda. Le premier transfert enregistré de Zein à un collaborateur de l'ISCAP a eu lieu le 17 novembre 2017, lorsqu'il a transféré un peu plus de 2 000 dollars à un agent de l'ISCAP basé à Kampala.⁶⁸ Un mois plus tard – le 30 décembre – Zein a viré près de 9 000 dollars à un deuxième collaborateur de l'ISCAP.⁶⁹ Les deux bénéficiaires ont reçu des instructions directement de la direction de l'ISCAP les alertant des transferts et leur indiquant quoi faire avec les fonds. Bien que les transferts confirmés de Zein aient totalisé un montant relativement mineur par rapport aux transferts ultérieurs vers l'ISCAP, ils sont intervenus à un moment de grave besoin financier et ont sans aucun doute fourni une bouée de sauvetage importante au groupe. Le fait que l'État islamique ait pu transférer au moins 11 000 dollars en deux mois a également démontré la nature lucrative de la relation naissante des ADF avec l'État islamique. À titre de comparaison, les transferts vérifiés de l'État préislamique vers les ADF via le réseau de collecte de fonds basé à Londres de Jamil Mukulu ont fourni au groupe 13 471 dollars entre juin 2013 et juin 2014, bien qu'il soit peu probable qu'il s'agisse d'un total complet.⁷⁰ De plus, ces transferts via Zein sont la première incidence vérifiée du soutien matériel de l'État islamique et représentent donc une progression importante dans l'alliance entre les groupes.

Ces premiers transferts ont également fourni une victoire psychologique importante à la direction de l'ISCAP car ils ont donné aux dirigeants une patine de crédibilité internationale au sein de leurs propres rangs démoralisés et parfois fractionnés. Au début, Baluku a annoncé publiquement les transferts, probablement dans le but de renforcer la sagesse de sa décision de s'allier à l'État islamique.⁷¹ L'alliance était controversée, même au sein des camps ; Jamil Mukulu a envoyé un message depuis la prison interdisant l'alliance, et un groupe de haut niveau de loyalistes de Mukulu s'est publiquement opposé à la décision de Baluku.⁷² Baluku a écrasé la résistance publiquement et brutalement en ordonnant la décapitation de deux des enfants adultes de Mukulu, puis en distribuant une vidéo des exécutions aux autres camps.⁷³ Bien que Benjamin Kisokeranio, un autre haut dirigeant à l'époque, ait entraîné un petit groupe d'une trentaine de 30 personnes et ait fui le groupe après les décapitations, la grande majorité du groupe, environ 500 membres, s'est alignée sur Baluku.⁷⁴

⁶⁸ Entretien des auteurs avec W-59 à Kampala, Ouganda, mars 2019. Informations corroborées par le reçu de transfert examiné par les auteurs.

⁶⁹ Entretien des auteurs avec W-5 à Kampala, Ouganda, février 2018. Informations corroborées par des relevés bancaires examinés par les auteurs.

⁷⁰ « Lettre datée du 12 janvier 2015 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité à la suite de la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 12 janvier 2015. Pgs 10-11.

⁷¹ Entretiens des auteurs avec W-61 à Kampala, Ouganda, novembre 2020 ; et entretiens des auteurs avec W-69 à Beni, RDC, février 2021.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*; Entretiens des auteurs avec W-83 à Kinshasa, RDC, septembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-164 à Kampala, Ouganda, janvier 2023.

⁷⁴ Entretiens des auteurs avec W-73 à Beni, RDC, février 2021 ; entretiens des auteurs avec W-83 à Kinshasa, RDC, septembre 2021. Messages WhatsApp entre un membre du groupe dissident et un collaborateur externe examinés par les auteurs, avril 2019.

Plus globalement, ces premiers transferts de l'État islamique à l'ISCAP illustrent la période de transition alors que l'État islamique est passé du financement direct de groupes via ses réserves en Irak et en Syrie à un modèle de collecte de fonds et de blanchiment plus décentralisé. Les fonds documentés transférés via Zein ont été collectés en dehors des principaux territoires de l'État islamique, même si les transferts eux-mêmes étaient toujours orchestrés par l'appareil financier central de l'État islamique. Cette période de transition illustrée par le réseau de Zein et les flux financiers vers l'ISCAP a finalement cédé la place à l'architecture financière actuelle de l'État islamique, évoluant vers un nouveau modèle hybride à mesure que ces régimes devenaient plus institutionnalisés au niveau régional. C'est à travers cette évolution qu'est apparue une série de réseaux structurés horizontalement qui n'étaient ni tout à fait mondiaux ni tout à fait locaux : des financements mutualisés au niveau régional.

Mise en commun régionale : un réseau complexe de réseaux interconnectés de l'État islamique

Une démonstration de cette méthode hybride relativement nouvelle pour l'État islamique, dans laquelle il peut s'appuyer à la fois sur des méthodes régionales et locales de génération de revenus pour mettre en commun les ressources pour les affiliés régionaux, peut être mieux vue avec l'ISCAP. Bien que cette section soit explicite pour les opérations de l'État islamique en Afrique orientale, centrale et australe, la normalisation d'un tel modèle régional suggère que cette méthode est utilisée par l'État islamique ailleurs dans le monde.

Les témoignages de transfuges de l'ISCAP et les reçus de transfert financier correspondants indiquent qu'il existe de multiples réseaux financiers de l'État islamique émanant de la Somalie et de l'Afrique du Sud. Bien que certains d'entre eux ne soient pas encore pleinement compris, une exploration approfondie de l'un des réseaux peut faire la lumière sur la coordination régionale actuelle du financement. En travaillant localement, la province somalienne de l'État islamique et les cellules fidèles à l'État islamique en Afrique du Sud ont généré des revenus grâce à des tactiques et des stratagèmes localisés, tels que l'extorsion ou les vols, qui sont ensuite regroupés pour aider à soutenir l'ISCAP et, dans une moindre mesure, la province du Mozambique de l'État islamique. La mise en commun des fonds ainsi que leur blanchiment et facilitation ultérieurs sont supervisés par l'État islamique de Somalie et son bureau d'Al-Karrar. Formé fin 2015 en tant que faction dissidente fidèle à l'État islamique d'al-Shabaab d'al-Qaïda et dirigée par un ancien commandant d'al-Shabaab, Abdul Qadir Mu'min, l'État islamique en Somalie joue un rôle central dans cette relation de financement régionale.⁷⁵ Il agit comme la plaque tournante de commande pour une grande partie de ce réseau financier et est à la fois la source d'une grande partie des ressources financières du réseau régional et le ciment qui lie ces affiliés ensemble.

En juillet 2019, alors que l'État islamique de Somalie (EIS) rassemblait au moins 70 000 dollars par mois, les Nations Unies ont noté que l'EIS avait été chargé de superviser le financement des affiliés de

⁷⁵ Warner, Jason et Caleb Weiss. « A Legitimate Challenger? Assessing the Rivalry between al-Shabaab and the Islamic State in Somalia ». *CTC Sentinel* 10, no. 10 (novembre 2017).

l'État islamique et avait dirigé des fonds pour soutenir les opérations en RDC, où le serment d'allégeance de l'ISCAP a été rendu public en avril 2019.⁷⁶ À la fin de 2019, ce rôle s'était élargi, la centrale de l'État islamique désignant l'EIS comme le « *centre de commandement* » coordonnant « *les affiliés opérant en République démocratique du Congo et au Mozambique, et pour les réseaux lâches et les sympathisants de ces affiliés.* »⁷⁷ À septembre 2020, l'ISS facilitait les mouvements de « *formateurs, stratèges tactiques et soutien financier* » de l'État islamique central vers l'ISCAP et l'État islamique au Mozambique, et en juillet 2021, ces activités ont été désignées comme relevant de la compétence du Bureau d'Al-Karrar de l'EIS.⁷⁸ Al-Karrar, basé dans le fief de l'EIS au Puntland et qui serait dirigé par Mumin lui-même, a ainsi joué un rôle important dans la fourniture de ressources financières et d'orientation stratégique à l'ISCAP au nom de l'État islamique central depuis au moins 2019.⁷⁹ À titre d'exemple, les Nations Unies indiquent également que Musa Baluku « *reçoit des conseils d'Al-Karrar pour recruter, développer le groupe [ISCAP] et élaborer des attaques stratégiques* », en plus de recevoir un soutien financier.⁸⁰

Les cellules sud-africaines fidèles à l'État islamique constituent une autre plaque tournante importante dans le financement de l'ISCAP et de l'État islamique au Mozambique. Bien qu'elles ne soient pas officiellement organisées comme l'une des dénommées « provinces » de l'État islamique, les cellules d'Afrique du Sud jouent un rôle démesuré dans la génération de revenus et la coordination du groupe pour l'Afrique centrale, orientale et australe, ainsi que dans la génération de revenus locaux pour l'État islamique ailleurs. En ce qui concerne la génération de revenus locaux en Afrique du Sud, les activités des cellules fidèles à l'État islamique ont principalement été de nature criminelle. Par exemple, après l'exécution du couple britannique au KwaZulu-Natal en 2018, les partisans de l'État islamique Fatima Patel et Sayefudeen Del Vecchio ont utilisé les cartes de crédit du couple pour lever des fonds pour le groupe.⁸¹ En outre, la cellule présumée de l'État islamique basée à Durban et dirigée par Farhad Hooper aurait été impliquée dans des enlèvements contre rançon et des rackets d'extorsion à Durban et dans la ville de Kliprivier.⁸² Les complots de Hooper visant à lever des fonds pour l'État islamique ont ensuite été confirmés par le Département du Trésor des États-Unis lorsqu'il a sanctionné Hooper

⁷⁶ Weiss, « Reigniting the Rivalry » ; à fin 2022, l'ONU estime que l'EIS gagne au moins 100 000 dollars par mois grâce à l'extorsion. Voir : « Lettre datée du 13 février 2023 du Président du Comité du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 13 février 2023. Pg. 8.; « Lettre datée du 15 juillet 2019 », 13.

⁷⁷ « Lettre datée du 20 janvier 2020 », 12.

⁷⁸ « Lettre datée du 21 janvier 2021 du Président du Comité du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) and 2253 (2015) » S/2021/68. Conseil de sécurité des Nations Unies. Pg 11.; « Lettre datée du 15 juillet 2021 », 9.

⁷⁹ « Lettre datée du 11 juillet 2022 », 9.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ « ISIS-linked Indian-origin couple arrested for abducting UK pair in S Africa ». *Business Standard*, 26 février 2018. Suivre le lien : https://www.business-standard.com/article/international/isis-linked-indian-origin-couple-arrested-for-abducting-uk-pair-in-s-africa-118022600353_1.html.; « No bail for Isis-linked couple accused of killing elderly botanists ». *African News Agency*, 10 mai 2018.

⁸² Fabricius, Peter. « Kliprivier kidnapping cell was funding Islamic State terrorism, say sources ». *Daily Maverick*, 30 juillet 2020. Suivre le lien : <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-07-30-kliprivier-kidnapping-cell-was-funding-islamic-state-terrorism-say-sources/>.

et trois autres personnes basées en Afrique du Sud en mars 2022 pour financement du terrorisme.⁸³ Deux de ces individus ont également recouru à des activités criminelles pour collecter des fonds : Siraaj Miller a formé des individus fidèles à l'État islamique pour commettre des vols au Cap et à proximité afin de collecter des fonds pour le groupe djihadiste en 2018, et Abdella Hussein Abadigga aurait extorqué des membres de deux de ses mosquées pour ces efforts de collecte de fonds.⁸⁴

D'autres sources ont en outre confirmé la nature interconnectée entre l'ISCAP, l'État islamique en Somalie et les cellules de l'État islamique en Afrique du Sud. Par exemple, le Département du Trésor des États-Unis a rapporté qu'Abadigga coordonnait ses efforts d'extorsion avec les dirigeants de l'EIS, en particulier Bilal al-Sudani, un membre soudanais du groupe.⁸⁵ De plus, des individus liés à l'ISCAP ont travaillé avec des cellules de l'État islamique basées en Afrique du Sud. Deux anciens membres de l'ISCAP expliquent avoir voyagé en Afrique du Sud – l'un en 2018, l'autre en 2021 – pour recevoir une formation militaire et un endoctrinement religieux.⁸⁶ Le premier a fait état de la présence d'« Arabes » parmi les formateurs en 2018, tandis que le second a déclaré que la formation de 2021 était dirigée par un ressortissant indien et que les participants parlaient ouvertement de leur fidélité à l'État islamique.⁸⁷ Selon le stagiaire de 2021, le but de la formation de type militaire était d'effectuer des vols et des enlèvements contre rançon afin de collecter des fonds pour l'État islamique.⁸⁸ Le transfuge de l'ISCAP a en outre allégué que les individus dans la cellule lui avaient dit qu'ils avaient déjà commis plusieurs vols autour de Johannesburg pour l'État islamique, bien que le témoin ne sache pas combien d'argent la cellule avait gagné grâce à ces activités.⁸⁹

Bien que leurs activités génératrices de revenus soient importantes, le rôle le plus important joué par les cellules fidèles à l'État islamique en Afrique du Sud semble être celui d'intermédiaires, consolidant les fonds de ces provinces et soutenant les réseaux qui se concentrent principalement sur la génération de revenus et le transfert de l'argent. aux provinces qui financent principalement les bénéficiaires. L'argent généré par l'État islamique en Somalie et en Afrique du Sud est donc souvent regroupé à l'intérieur de l'Afrique du Sud, puis blanchi dans toute l'Afrique de l'Est par le biais d'un réseau complexe qui finance les activités de l'État islamique en RDC, en Ouganda, en Tanzanie et au Mozambique. En effet, cette méthode de consolidation et de répartition régionale est désormais un modèle standard pour le financement de l'État islamique à l'échelle mondiale.

⁸³ « Treasury Sanctions South Africa-based ISIS Organizers and Financial Facilitators ». Département du Trésor des États-Unis, 1^{er} mars 2022.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Entretien des auteurs avec W-53 à Kampala, Ouganda, septembre 2019 ; et W-138 à Kampala, Ouganda, avril 2022.

⁸⁷ Le terme « Arabe » est souvent utilisé par les anciens membres de l'ISCAP pour désigner toute personne à la peau claire. On ne sait donc pas si le témoin faisait référence à des personnes du Moyen-Orient ou à des Africains à la peau plus claire d'origine arabe.

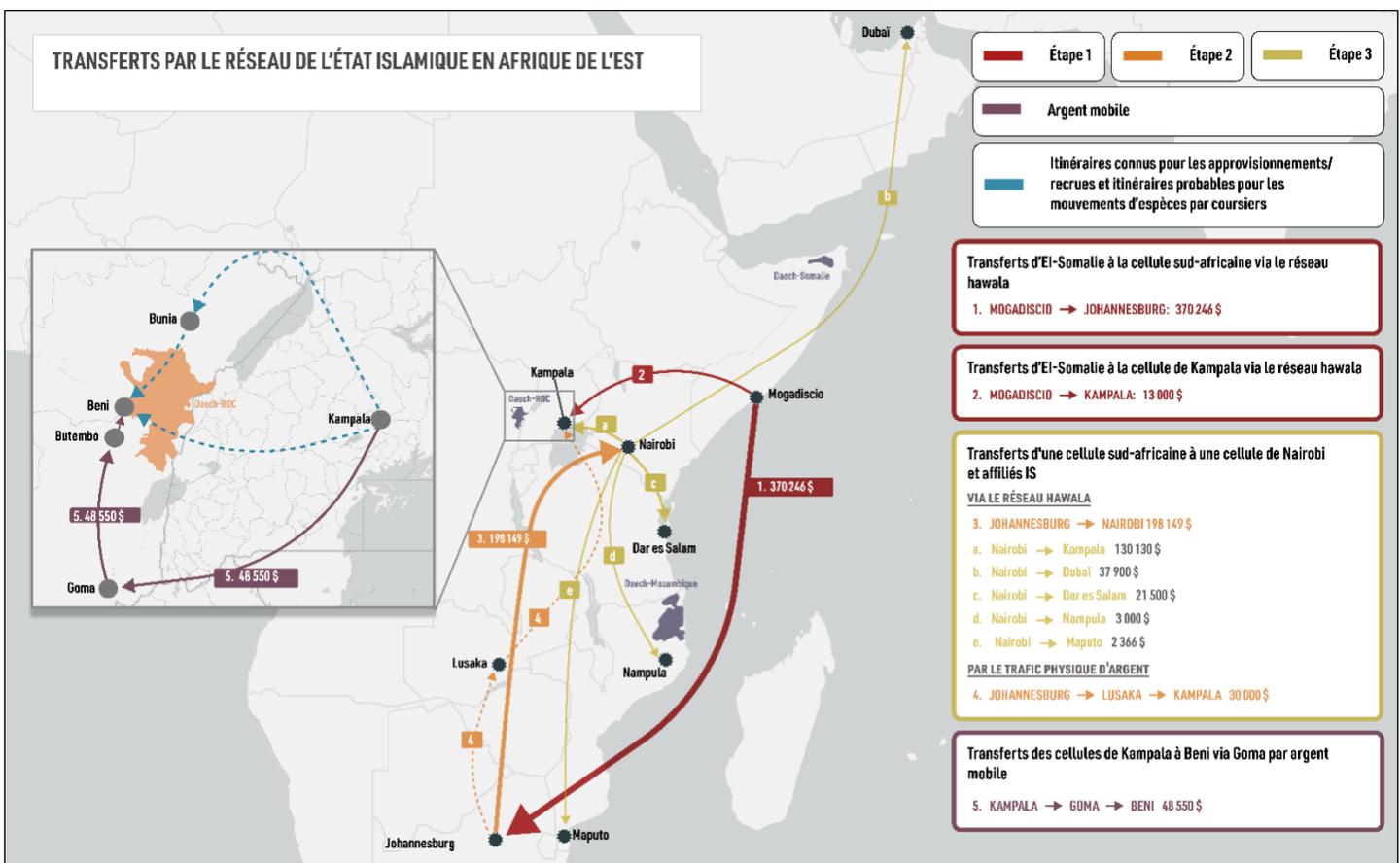
⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ *Ibid.*

Comment l'argent est transféré

Les nœuds clés de ce réseau comprennent le Kenya, la Tanzanie et l'Afrique du Sud ; les fonds sont transférés via ces nœuds vers l'ISCAP et vers l'État islamique au Mozambique.⁹⁰ Une grande partie de l'argent versé à l'ISCAP a été envoyé en Ouganda, où les réseaux de l'ISCAP reçoivent les fonds à utiliser localement ou à passer en contrebande à travers la frontière avec la RD Congo. Il est probable qu'une grande partie de l'argent envoyé en Tanzanie est également passé en contrebande dans le nord du Mozambique.

Figure 1. L'État islamique, dirigé par son bureau d'Al-Karrar en Somalie, a utilisé un réseau complexe de financiers et d'intermédiaires pour transférer de l'argent à ses filiales en Afrique centrale et australe.



Dans le cas de ce réseau, qui a fonctionné de 2019 à fin 2020, une grande partie de l'argent a été envoyée via des réseaux *hawala* sous les auspices de Heeryo Trading Enterprise, une société basée en Somalie et en Afrique du Sud. Enregistrée à Johannesburg et avec des opérations à Mogadiscio, Heeryo a facilité le mouvement de centaines de milliers de dollars de la Somalie vers l'Afrique du Sud,

⁹⁰ L'État islamique-Mozambique est désormais sa propre province indépendante au sein de la hiérarchie de l'État islamique depuis mai 2022.

ainsi que les transferts de l'Afrique du Sud vers le Kenya pour une distribution ultérieure.⁹¹ Les facilitateurs au Kenya ont soit directement déboursé les fonds, soit, sur les instructions du directeur de Heeryo à Johannesburg, les ont envoyés à d'autres bureaux de transfert d'argent où les bénéficiaires les ont retirés.⁹²

Comme dans la plupart des réseaux *hawala*, les déposants remettaient des espèces à un point d'origine tandis que les bénéficiaires retiraient les fonds à destination. Les fonds au point de retrait étaient initialement fournis aux bénéficiaires à crédit, puis les transferts via les réseaux bancaires officiels couvraient le solde du point de retrait.⁹³ Par exemple, une personne pouvait déposer de l'argent auprès de Heeryo à Mogadiscio, tandis que le bénéficiaire retirait de l'argent auprès de Heeryo à Johannesburg. Heeryo pouvait alors couvrir ce solde en transférant simplement de l'argent entre ses propres comptes dans les banques légitimes avec lesquelles Heeryo détenait ses comptes somaliens et sud-africains.⁹⁴ Ainsi ces institutions ne sauraient pas que ces transferts étaient en fait au nom d'agents de l'État islamique, et Heeryo a également utilisé plusieurs banques pour couvrir son solde par des transferts officiels, le plus souvent la Salaam Bank de Somalie.⁹⁵ Les réseaux *Hawala* dépendent fortement de la confiance entre les courtiers au point de dépôt et de retrait, et les nœuds de Mogadiscio, Johannesburg, Nairobi et Kampala étaient tous gérés par des ressortissants somaliens, dont beaucoup avaient des relations personnelles de longue date.

Ce système reflète certains des moyens les plus courants de transfert d'argent vers et entre les membres d'organisations terroristes. L'État islamique en Irak et en Syrie s'est appuyé sur des réseaux *hawala* complexes avec de multiples nœuds de transfert pour déplacer des fonds de l'extérieur de l'Irak et de la Syrie vers les zones centrales de l'organisation.⁹⁶ Le réseau exploité par Waleed Ahmed Zein au Kenya a également reçu des fonds de l'État islamique, puis a transféré des fonds aux agents de l'ISCAP en Ouganda par le biais de réseaux *hawala*. Cependant, le réseau exploité par Heeryo était beaucoup plus compliqué, probablement destiné à masquer les origines et les destinations des fonds via plusieurs couches d'intermédiaires.

Des fonds ont été envoyés via divers réseaux régionaux de *hawala* et de transfert de fonds, notamment Taaj, Juba Express et Mama Money, dont certains ont des succursales en Afrique de l'Est, au Moyen-

⁹¹ « IS-Somalia financier slapped with 15-year imprisonment by military court ». *Garowe Online*, 24 août 2021. Suivre le lien : <https://www.garoweonline.com/en/news/somalia/is-somalia-financier-slapped-with-15-year-imprisonment-by-military-court.>; reçus examinés par les auteurs, septembre 2021.

⁹² Information d'un témoin basé en Afrique du Sud, février à avril 2022 ; entretien des auteurs avec W-100, octobre 2021.

⁹³ « The Role of Hawala and Other Similar Service Providers in Money Laundering and Terrorist Financing ». Financial Action Task Force. Octobre 2013. Pg 16.

⁹⁴ Information d'un témoin basé en Afrique du Sud, février à avril 2022.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ Joscelyn, Thomas. « US continues to expose Islamic State's global financial network ». FDD's Long War Journal, 19 octobre 2018. Suivre le lien : <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/10/us-continues-to-expose-islamic-states-global-financial-network.php>.

Orient et dans divers pays occidentaux.⁹⁷ Ce réseau opaque et à plusieurs niveaux a contribué à empêcher les agents de l'État islamique d'être reconnus comme expéditeurs et destinataires des fonds. Non seulement le réseau a pu éviter le système bancaire officiel, mais les nœuds au sein des réseaux hawala n'étaient pas toujours au courant de l'identité de leurs clients ou des objectifs de leurs transactions.⁹⁸ Ceux qui connaissaient l'identité et/ou les objectifs des clients coopéraient souvent pour des raisons financières plutôt qu'idéologiques, et les nœuds secondaires ne se rendaient pas compte que les nœuds primaires effectuaient des transactions au nom de l'État islamique.⁹⁹ En effet, l'utilisation d'opérateurs hawala comme nœuds a permis à l'État islamique de masquer l'identité des expéditeurs : si les expéditeurs étaient invités à fournir des numéros de téléphone, ils étaient généralement faux et, dans de nombreux cas, les expéditeurs n'étaient même pas tenus de fournir une identification ou un numéro de téléphone.¹⁰⁰

À l'inverse, les destinataires devaient souvent vérifier leur identité, comme en Ouganda où une pièce d'identité avec photo était fréquemment requise.¹⁰¹ En outre, les destinataires devaient être en mesure de recevoir et d'afficher un texte de confirmation envoyé au numéro de téléphone fourni par l'expéditeur, ce qui démontre que ces réseaux étaient en mesure de communiquer de manière cohérente les identités et les numéros de téléphone des destinataires aux personnes à l'origine des transferts en Afrique du Sud.¹⁰² Ces informations ont ensuite été transmises à l'opérateur du nœud à Nairobi. Malgré ce risque d'être exposé en utilisant ces méthodes relativement peu sûres, l'utilisation des réseaux *hawala* dans les paiements de transfert de fonds dans toute l'Afrique de l'Est et au-delà a aidé les destinataires à éviter les soupçons. En effet, de nombreuses autres transactions effectuées via le même réseau n'avaient aucun lien avec l'État islamique ou d'autres activités illicites.¹⁰³

Les destinataires eux-mêmes ignoraient parfois l'objet des virements qu'ils recevaient, ayant été recrutés pour collecter des fonds auprès de divers bureaux de change et courtiers de *hawala*.¹⁰⁴ Dans plusieurs cas, ils ont participé pour rendre service à des personnes qu'ils connaissaient déjà ou en échange de petits paiements.¹⁰⁵ Dans tous les cas où les destinataires ne connaissaient pas les finalités des transferts qu'ils recevaient, les destinataires ont été choisis et recrutés parce qu'ils possédaient déjà les documents d'identification nécessaires ou pouvaient les obtenir sans éveiller les

⁹⁷ Information d'un témoin basé en Afrique du Sud, février à avril 2022 ; entretien des auteurs avec W-100 à Nairobi, Kenya, octobre 2021. Reçus examinés par les auteurs, septembre 2021.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Historiques des transactions et reçus consultés par les auteurs.

¹⁰¹ Information d'un témoin basé en Afrique du Sud, février à avril 2022 ; entretien des auteurs avec W-100 à Nairobi, Kenya, octobre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-103 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des auteurs avec W-114 à Kampala, Ouganda, février 2022.

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ Information d'un témoin basé en Afrique du Sud, février à avril 2022 ; entretien des auteurs avec W-100 à Nairobi, Kenya, octobre 2021. Journaux de transactions et reçus consultés par les auteurs.

¹⁰⁴ Entretiens des auteurs avec W-103 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des auteurs avec W-114 à Kampala, Ouganda, février 2022.

¹⁰⁵ Entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-103 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des auteurs avec W-114 à Kampala, Ouganda, février 2022.

soupons.¹⁰⁶ Les bénéficiaires remettaient presque toujours les fonds à un coursier peu de temps après réception, dans certains cas immédiatement devant le bureau du point de retrait.¹⁰⁷ Parfois, les destinataires connaissaient les coursiers, alors que dans la plupart des cas, ils recevaient de vagues descriptions et lieux qui permettaient aux destinataires de savoir à qui ils devaient remettre les fonds.¹⁰⁸ Ces coursiers ont ensuite utilisé les fonds pour des opérations locales en Ouganda ou transporté physiquement l'argent à travers la frontière vers la RD Congo, soit en le transportant eux-mêmes, soit en remettant les fonds à d'autres coursiers.¹⁰⁹

Ce réseau financier qui supervise l'argent de l'État islamique pour l'ISCAP est actuellement géré par Meddie Nkalubo, un Ougandais de haut rang qui a rejoint le groupe vers 2016 en tant que spécialiste de l'informatique et des médias et qui a contribué à faciliter la relation alors naissante avec l'État islamique. Il a depuis gravi les échelons du groupe pour en devenir le chef des opérations extérieures, supervisant depuis les camps de la jungle de l'ISCAP un vaste réseau de subordonnés et de collaborateurs à travers l'Afrique centrale, orientale et même australe. Nkalubo a souvent été personnellement impliqué dans l'identification et le recrutement des destinataires et leur a fourni des instructions sur la façon de recevoir les transferts, ainsi que la transmission de leurs informations personnelles nécessaires aux expéditeurs en Afrique du Sud.¹¹⁰ Il est probable que des agents similaires aient facilité les transferts vers la Tanzanie et le Mozambique, bien que l'identité et les structures de ces réseaux correspondants soient moins claires.

¹⁰⁶ Entretiens des auteurs avec W-103 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des auteurs avec W-114 à Kampala, Ouganda, février 2022.

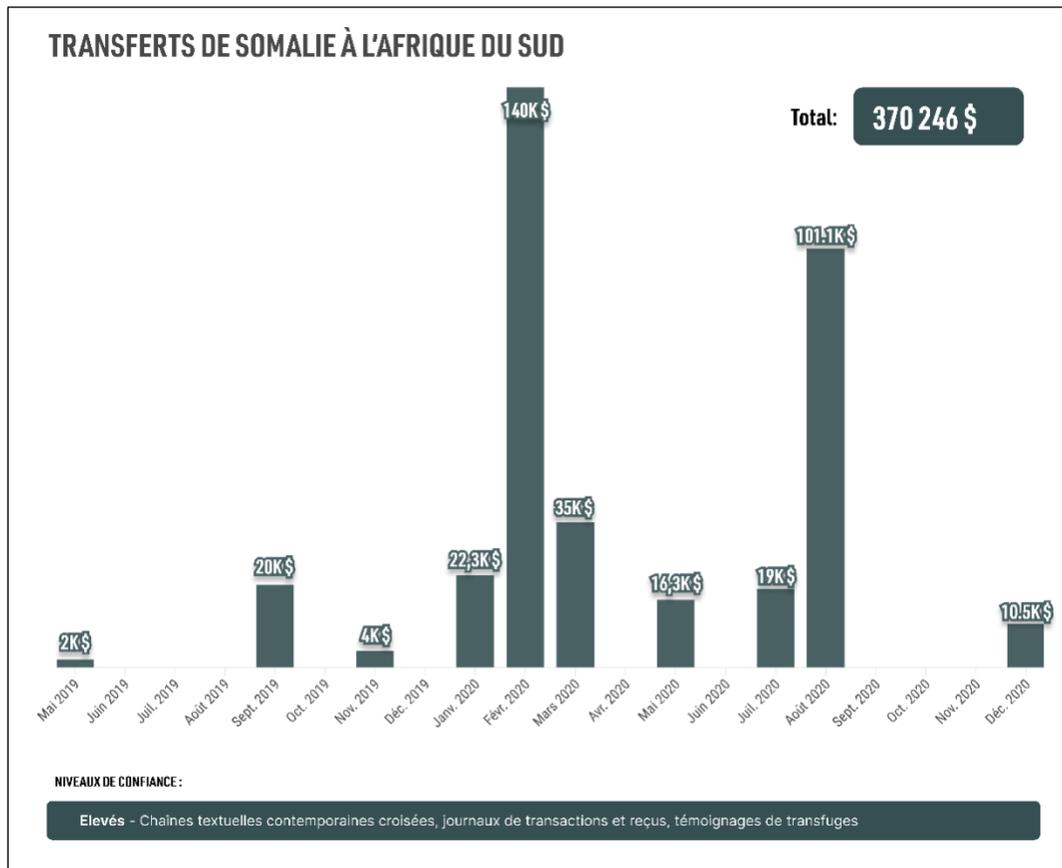
¹⁰⁷ Entretien avec W-59 réalisé par les autorités ougandaises et fourni aux auteurs, mars 2020 ; entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-103 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des auteurs avec W-114 à Kampala, Ouganda, février 2022.

¹⁰⁸ Entretien avec W-59 réalisé par les autorités ougandaises et fourni aux auteurs, mars 2020 ; entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-103 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretien des auteurs avec W-105 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des auteurs avec W-114 à Kampala, Ouganda, février 2022.

¹⁰⁹ Entretien des auteurs avec W-66 à Kampala, Ouganda, novembre 2020 ; et entretien des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021.

¹¹⁰ Information d'un témoin basé en Afrique du Sud, février à avril 2022 ; entretien des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-138 à Kampala, Ouganda, avril 2022.

Figure 2. Dans un réseau, qui a fonctionné pendant environ 18 mois, les auteurs ont pu confirmer le transfert de près de 400 000 dollars d'EIS vers des affiliés en Afrique du Sud.

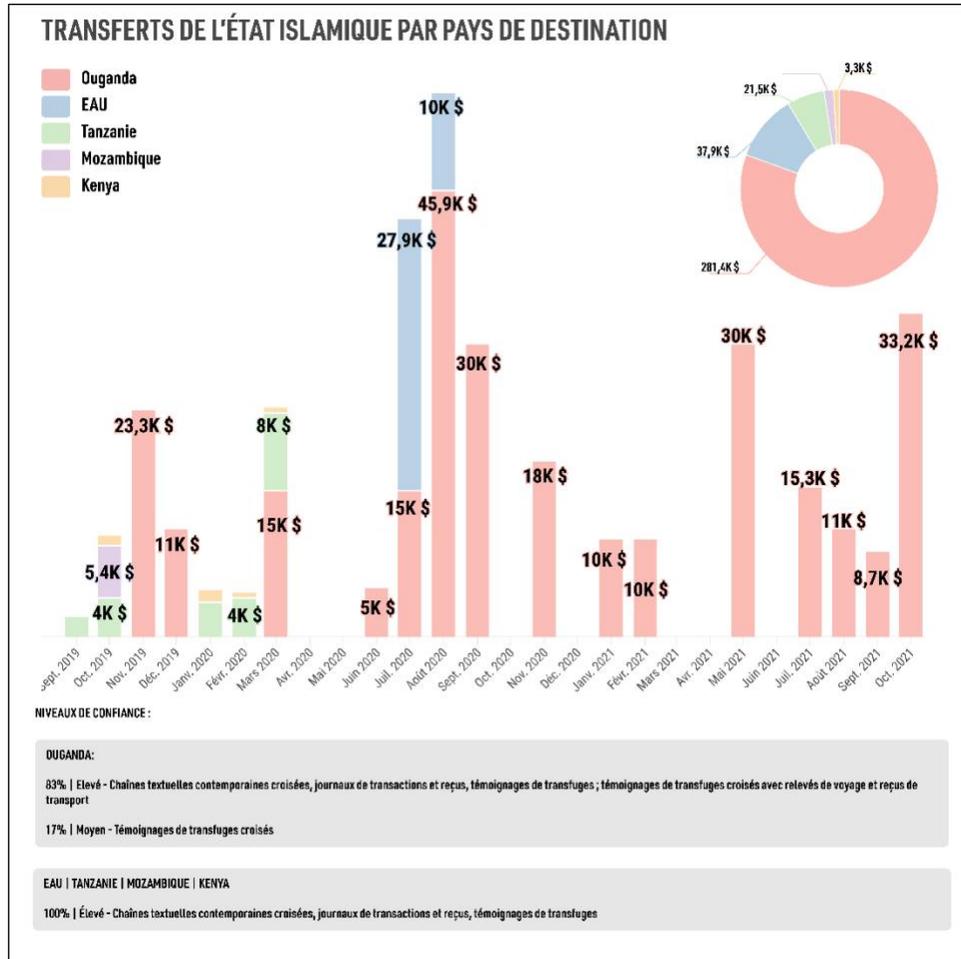


Les autorités somaliennes ont documenté que le réseau Heeryo a transféré au moins 400 000 dollars des cellules de l'État islamique en Somalie dirigées par Bilal al-Sudani vers l'Afrique du Sud, dont au moins 370 000 dollars ont pu être confirmés par les auteurs grâce à un examen des dossiers de transfert.¹¹¹ Les auteurs ont en outre pu documenter qu'au moins 211 000 dollars ont ensuite été transférés par des agents de l'État islamique via le nœud de Nairobi à des destinataires en Ouganda, aux Émirats arabes unis, en Tanzanie, au Mozambique et au Kenya entre septembre 2019 et septembre 2020.¹¹² Le transfert de près de 40 000 dollars vers Dubaï en juillet et août 2020 suggère en outre qu'Al-Karrar a pu fournir des ressources financières aux réseaux mondiaux de l'État islamique relativement tôt, ce qui a potentiellement amplifié l'importance d'Al-Karrar pour l'appareil financier mondial de l'État islamique. Tous les transferts ont été dirigés par des membres de la cellule État islamique en Afrique du Sud.

¹¹¹ « IS-Somalia financier slapped with 15-year imprisonment by military court ». *Garowe Online*, 24 août 2021. Suivre le lien : <https://www.garoweonline.com/en/news/somalia/is-somalia-financier-slapped-with-15-year-imprisonment-by-military-court.>; reçus examinés par les auteurs, septembre 2021.

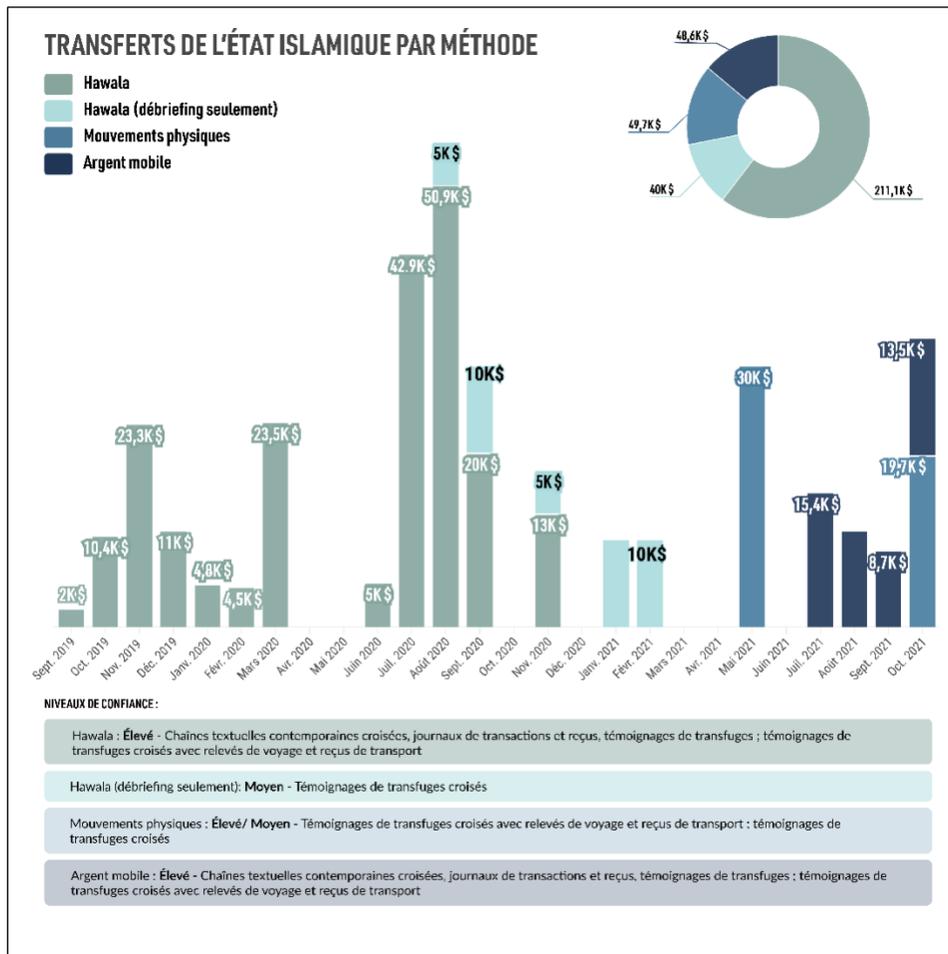
¹¹² Information d'un témoin basé en Afrique du Sud, février à avril 2022 ; entretien des auteurs avec W-100 à Nairobi, Kenya, octobre 2021. Journaux de transactions et reçus consultés par les auteurs.

Figure 3. Argent transféré via le réseau de l'État islamique depuis l'Afrique du Sud vers des filiales en Afrique et aux Émirats arabes unis, selon des reçus examinés par les auteurs et des témoignages crédibles de transfuges. Ces chiffres représentent un décompte prudent et sont probablement sous-estimés.



Les autorités ont fermé ce réseau en septembre 2021, mais on peut supposer que des réseaux parallèles ont fonctionné pendant cette même période et après. Si les auteurs ont une grande confiance dans les chiffres ci-dessus, ils représentent l'argent qui a été déplacé via un seul réseau au cours d'une période spécifique. Les reçus indiquent qu'il y avait au moins deux voies financières alternatives pour canaliser le financement externe vers l'ISCAP au cours de cette période, bien que les auteurs n'aient pas encore entièrement cartographié ces réseaux. En conséquence, les chiffres ci-dessus ne représentent qu'une partie du total des fonds transitant par les réseaux de l'État islamique dans la région ; le flux d'argent vers l'ISCAP et d'autres affiliés et réseaux de l'État islamique est sans aucun doute beaucoup plus élevé.

Figure 4. Transferts confirmés de l'État islamique vers des filiales en Afrique centrale, orientale et australe et aux Émirats arabes unis, ventilés par méthode de transfert.



En plus des transferts via les réseaux *hawala* vers des points de retrait proches des destinations finales, d'autres fonds ont été passés en contrebande en espèces d'Afrique du Sud vers l'Ouganda, la RD Congo et peut-être d'autres destinations. Il est probable qu'une grande partie de ces fonds ont été transférés de l'État islamique de Somalie à des affiliés en Afrique du Sud, tout comme les fonds transférés via les réseaux *hawala* d'Afrique du Sud vers les destinations énumérées ci-dessus. Mais plutôt que d'être transférés vers ces destinations, ces fonds ont été retirés en espèces en Afrique du Sud, puis passés en contrebande vers le nord par voie terrestre. Un réseau de refuges en Afrique du Sud, au Botswana, en Zambie, en Tanzanie, en Ouganda et au Congo a facilité cette contrebande, tandis que des ressortissants ougandais – dans certains cas les mêmes personnes qui avaient précédemment reçu des fonds transférés par des agents *hawala* en Ouganda – se sont rendus à l'étranger pour recevoir les fonds. avant de les remettre à des coursiers en Ouganda.¹¹³ Cela impliquait

¹¹³ Entretien des auteurs avec W-92 à Kinshasa, RDC, septembre 2021 ; entretien des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretien des auteurs avec W-105 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des

parfois de voyager jusqu'en Tanzanie ou en Zambie, tandis que dans d'autres cas, il s'agissait de se rendre à la frontière entre l'Ouganda et la Tanzanie et de récupérer l'argent auprès d'un autre coursier qui l'avait amené au nord depuis l'Afrique du Sud.¹¹⁴

La raison de la contrebande physique de grandes quantités d'argent liquide n'est pas claire. Il est possible que la quantité de fonds ait été tout simplement trop risquée pour être transférée via des réseaux financiers, même aussi opaques que le système *hawala*. Dans un cas, jusqu'à 30 000 dollars ont été emportés en un seul voyage, le transfuge affirmant avoir fait passer un total de près de 50 000 dollars en espèces en Ouganda au cours de plusieurs voyages, remettant les fonds à des coursiers coordonnés par Nkalubo et ses associés.¹¹⁵ Bien que ces montants n'aient pas pu être vérifiés, le témoignage du transfuge était conforme aux registres officiels de voyage. Dans certains cas, de l'argent était caché à l'intérieur d'appareils électroniques, et d'autres collaborateurs du réseau ISCAP ont fréquemment décrit le transport d'appareils électroniques du même type dans lesquels ces fonds étaient dissimulés.¹¹⁶ Étant donné que les collaborateurs étaient souvent invités à laisser l'équipement dans son emballage, la quantité d'argent caché qu'ils ont pu transporter n'est pas claire, et cela peut suggérer que le total réel des mouvements physiques d'espèces est beaucoup plus élevé que celui documenté dans ce rapport.

Opérations d'autofinancement en RDC

Alors que la majorité des financements documentés pour l'ISCAP au cours des dernières années sont passés par le réseau de l'État islamique décrit ci-dessus, le groupe aurait également complété ces montants avec des fonds collectés en RD Congo. L'ISCAP a exploité les opportunités locales dans le passé, y compris dans l'or et le bois, bien qu'il n'y ait aucune information vérifiée sur le montant que le groupe a tiré de ces entreprises.¹¹⁷ Certaines preuves existent que le groupe exploitait de nouveau du bois en 2018-2019, mais les montants étaient relativement mineurs et auraient représenté environ 15 000 dollars de profit annuel.¹¹⁸

auteurs avec W-138 à Kampala, Ouganda, en avril 2022. ; entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021.

¹¹⁴ *Ibid.*; entretien des auteurs avec W-105 à Kampala, Ouganda, novembre 2021.

¹¹⁵ Entretien des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021.

¹¹⁶ Entretien des auteurs avec W-92 à Kinshasa, RDC, septembre 2021 ; entretien des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretien des auteurs avec W-105 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretien des auteurs avec W-138 à Kampala, Ouganda, en avril 2022.

¹¹⁷ Scorgie-Porter, Lindsay. « Economic Survival and Borderland Rebellion: The Case of the Allied Democratic Forces on the Uganda-Congo Border ». *The Journal of the Middle East and Africa* 6, no. 2 (2015): 191-213. Malgré les nombreuses rumeurs d'implication de l'ISCAP, aucune preuve n'a été trouvée permettant d'étayer les affirmations selon lesquelles le groupe collecte des fonds grâce à la culture ou à l'exploitation du cacao. (Voir : « Lettre datée du 10 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 10 juin 2021. Pg 12.). Bien que le groupe soit connu pour attaquer les producteurs de cacao, cela semble faire partie de leurs opérations normales contre les cultivateurs.

¹¹⁸ Entretien avec une source congolaise, novembre 2022. ; Carnet de reçus vu par les auteurs, novembre 2022.

L'enlèvement contre rançon est une autre approche de collecte de fonds légèrement plus lucrative que l'ISCAP a adoptée ces dernières années. Comme pour le bois, les enlèvements contre rançon représentent un retour au passé de l'ISCAP en tant qu'ADF ; des sources locales ont signalé l'existence de stratagèmes présumés d'enlèvement contre rançon des ADF en 2012, même si leur portée était limitée sur le plan opérationnel.¹¹⁹ Plus récemment, quelques transfuges ont déclaré que le groupe avait commencé à se réengager dans des opérations d'enlèvement contre rançon vers 2018, le nombre d'incidents semblant augmenter vers 2020 et se poursuivant au moins jusqu'à la fin de 2022.¹²⁰ Bien que les détails soient anecdotiques, on estime que l'ISCAP a collecté environ 20 000 dollars par an grâce à ce programme, en utilisant la tactique à la fois dans le sud de l'Ituri et dans le territoire de Beni.¹²¹

Bien qu'importants, ces programmes de financement locaux – totalisant environ 35 000 dollars par an – ne représentent qu'une fraction des 163 000 dollars transférés via le réseau de l'État islamique en un an. Comme indiqué ci-dessus, le financement de l'État islamique aux ADF l'ont aidé à se transformer en Province d'Afrique centrale de l'État islamique. Ce financement illustre la phase de transition de l'État islamique et sa méthode de regroupement régional, utilisant des réseaux internationaux complexes pour éviter d'être détecté. La section suivante traite des ramifications mortelles d'un tel financement en Afrique centrale et orientale.

¹¹⁹ « Eastern Congo: The ADF-NALU's Lost Rebellion (Africa Briefing No. 93) ». International Crisis Group. 19 décembre 2012.

¹²⁰ Entretien des auteurs avec W132 à Beni, RDC, mars 2022 ; entretien avec W-68 réalisé par les autorités ougandaises en février 2021 et fourni aux auteurs ; entretien avec une source congolaise, mars 2022 ; Kivu Security Tracker.

¹²¹ Entretiens des auteurs avec des sources ougandaises (décembre 2021) et avec W-132 (mars 2022). Entretien avec W-68 mené par les autorités ougandaises et fourni aux auteurs, mars 2021.

Implications directes du flux régulier d'argent vers l'ISCAP

Le financement de l'État islamique reçu par l'ISCAP, comme indiqué ci-dessus, a entraîné des conséquences dramatiques. Environ 68 000 dollars ont été remis à des individus liés aux cellules responsables de la série d'attentats-suicides en Ouganda en 2021. Le même réseau est probablement également responsable d'une tentative d'attentat au Rwanda et de la campagne d'attentats à la bombe de 2021 à 2022 en RD Congo. L'utilisation spécifique des 213 000 dollars restants que les auteurs ont vérifiés au moyen de reçus et/ou de témoignages crédibles de transfuges est inconnue, mais l'afflux de financement de l'État islamique depuis 2017 est en corrélation avec une augmentation significative et soutenue de la violence.

Comme nous le verrons brièvement plus tard, les théories alternatives tentant d'expliquer cette explosion de violence par l'ISCAP qui ne tiennent pas compte du rôle de l'afflux de ressources de l'État islamique sont incomplètes ou peu convaincantes. Les auteurs concluent plutôt que le flux substantiel et soutenu de ressources financières de l'État islamique a permis à l'ISCAP de devenir non seulement un acteur terroriste régional important, menaçant la RD Congo et ses voisins d'Afrique centrale et orientale, mais aussi un groupe armé beaucoup plus meurtrier brutalisant les communautés dans ses zones d'opération.

L'ISCAP devient un acteur terroriste régional

Si des transferts spécifiques peuvent rarement être liés à des attaques spécifiques, le moment des attaques et l'identité des personnes recevant et transférant des fonds indiquent qu'environ 68 000 dollars d'argent de l'État islamique couverts dans ce document ont aidé à financer la série de tentatives et de succès d'explosions d'engins explosifs improvisés (EEI) et d'attentats-suicides en Ouganda, en RD Congo et au Rwanda, depuis au moins août 2021 à fin 2022. La manière et les méthodes de distribution des fonds et de planification et d'exécution des opérations démontrent également une nette transformation de l'ISCAP d'un groupe perpétrant principalement des attentats dans la campagne congolaise à un acteur terroriste plus régional.

Le financement et les préparatifs de la grande majorité des machinations de l'ISCAP depuis l'été 2021 ont été coordonnés par Meddie Nkalubo. Comme indiqué ci-dessus, Nkalubo a supervisé le réseau qui a transféré de l'argent via l'État islamique d'Afrique du Sud à des collaborateurs à Kampala.¹²² Cela comprenait à la fois des transferts électroniques et en espèces, tels que l'argent apporté de Zambie en mai 2021 et remis à l'un des lieutenants de Nkalubo à Kampala.¹²³ Après avoir reçu cet argent, Nkalubo et ce lieutenant ont recruté et dirigé la cellule responsable de la première tentative d'attentat suicide de l'ISCAP à Pader, en Ouganda, en août 2021.¹²⁴ Le lieutenant était également chargé de se procurer

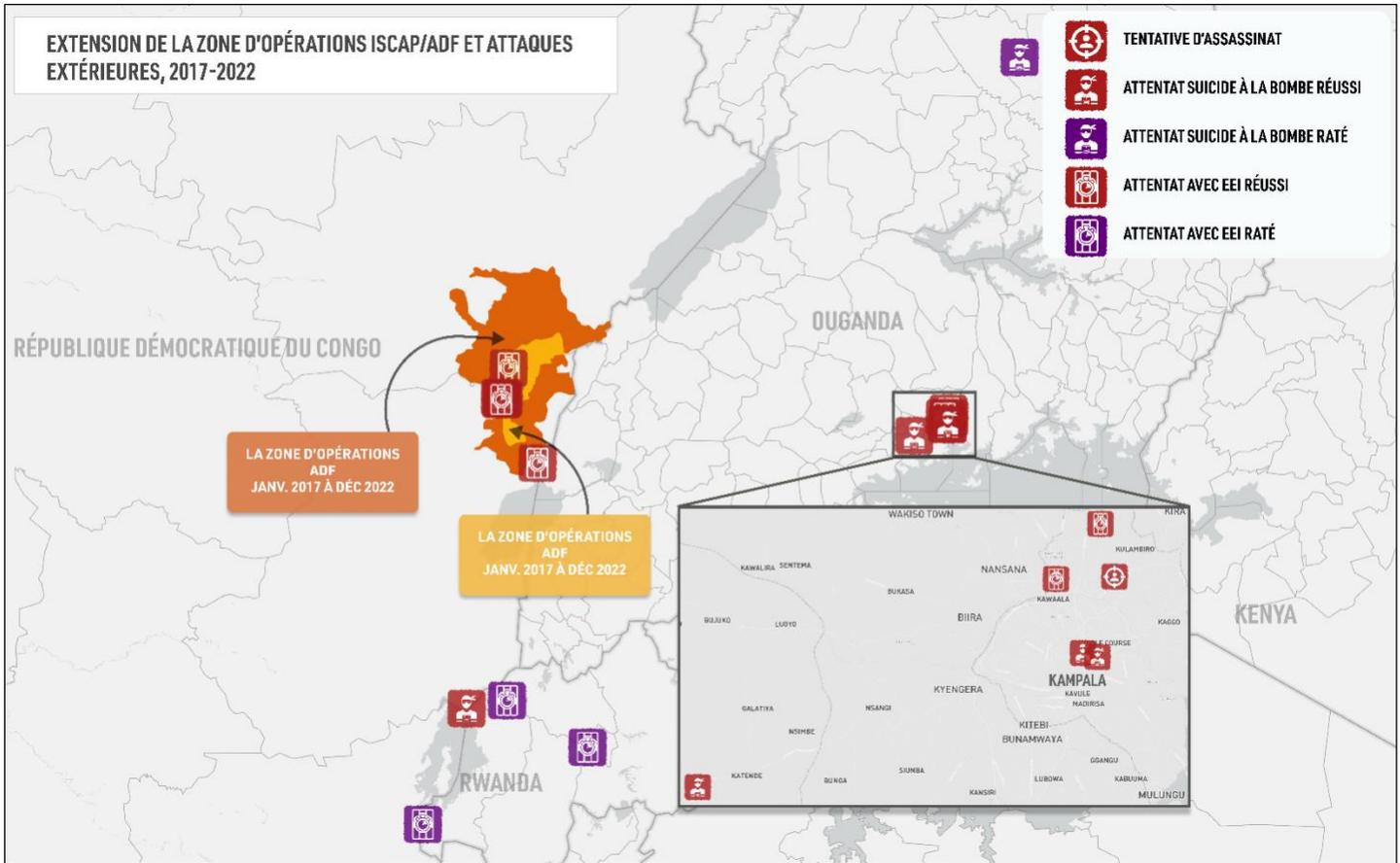
¹²² Entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-136 à Kampala, Ouganda, avril 2022 ; et entretiens des auteurs avec W-39 à Kampala, Ouganda, mars 2021.

¹²³ Entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021.

¹²⁴ *Ibid.*

les matériaux nécessaires à la fabrication du gilet explosif qui a ensuite été transporté de la région de Kampala à la ville de Pader, dans le nord de l'Ouganda.¹²⁵ Bien que la tentative ait finalement échoué, le complot de Pader a néanmoins marqué le début de la campagne de bombardement de Nkalubo en Ouganda en utilisant l'argent fourni par l'État islamique.

Figure 5. Carte montrant la croissance de la zone d'opérations de l'ISCAP en RD Congo et dans toute la région.



Alimentées par ce flux constant d'argent, les activités de Nkalubo en Ouganda se sont poursuivies jusqu'à la fin de 2021. En octobre, des engins explosifs improvisés (EEI) ont explosé près d'un poste de police dans le district de Kawempe à Kampala, puis dans une rôtisserie du quartier de Komamboga.¹²⁶ Deux jours plus tard, un kamikaze s'est fait exploser dans un bus de passagers juste à l'extérieur des limites de la ville de Kampala, ne tuant que lui-même.¹²⁷ Ces attaques ont culminé

¹²⁵ Entretien des auteurs avec W-84 à Kampala, Ouganda, septembre 2021.

¹²⁶ Mahtani, Dino. « The Kampala Attacks and Their Regional Implications ». International Crisis Group. 19 novembre 2021.; Weiss, Caleb et Ryan O'Farrell. « Analysis: Islamic State targets Uganda with bombings ». FDD's Long War Journal. 17 novembre 2021. Suivre le lien : <https://www.longwarjournal.org/archives/2021/11/analysis-islamic-state-targets-uganda-with-bombings.php>.

¹²⁷ Mugabi, Sully. « Museveni: Swift bus bomber was ADF terrorist Isaac Matovu 'Musafala ». *Chimp Reports*, 26 octobre 2021. Suivre le lien : <https://chimpreports.com/museveni-swift-bus-bomber-was-adf-terrorist-isaac-matovu-musafala/>.

avec le triple attentat suicide du 16 novembre au centre-ville de Kampala qui a fait au moins trois morts.¹²⁸ Dans chaque cas, dans les semaines précédant les opérations, Nkalubo a coordonné le transfert de dizaines de milliers de dollars à la cellule responsable, déplaçant souvent les fonds en espèces depuis l'Afrique du Sud.¹²⁹ Par exemple, Nkalubo a facilité le transfert de 5 000 dollars début novembre à l'un des membres responsables des attentats du 16 novembre.¹³⁰

Nkalubo ne s'est pas contenté de superviser des opérations violentes en Ouganda. Au cours de la même période où son réseau recevait les fonds documentés de l'État islamique, Nkalubo a orchestré une série d'attentats à la bombe en RD Congo et des tentatives d'attentats à la bombe au Rwanda. Par exemple, une tentative d'attentat à la bombe au Rwanda à l'été 2021 qui visait trois zones distinctes a été coordonnée et menée par des membres rwandais du groupe dirigé par Nkalubo.¹³¹ Début 2022, l'ISCAP a attaqué un restaurant près du camp militaire de Katindo à Goma, la plus grande ville de l'est de la RDC et capitale de la province du Nord-Kivu.¹³² En utilisant une kamikaze tanzanienne, Nkalubo a financé, guidé et coordonné la cellule responsable de cette explosion.¹³³ Bien que des transferts spécifiques ne puissent pas être liés à des attaques et à des complots au Rwanda et en RD Congo comme ils peuvent l'être aux attentats à la bombe en Ouganda, le moment des transferts d'argent et des attaques et les individus impliqués suggèrent que le financement de l'État islamique a été la clé de la croissance de l'ISCAP en tant que menace terroriste régionale.

¹²⁸ Weiss et O'Farrell, « Analysis: Islamic State targets Uganda with bombings ».

¹²⁹ Entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretien W-59 réalisé par les autorités ougandaises et fourni aux auteurs, mars 2020 ; entretien réalisé par les autorités ougandaises en décembre 2021 et fourni aux auteurs, et entretien des auteurs avec W-136 à Kampala, Ouganda, avril 2022.

¹³⁰ *Ibid*,

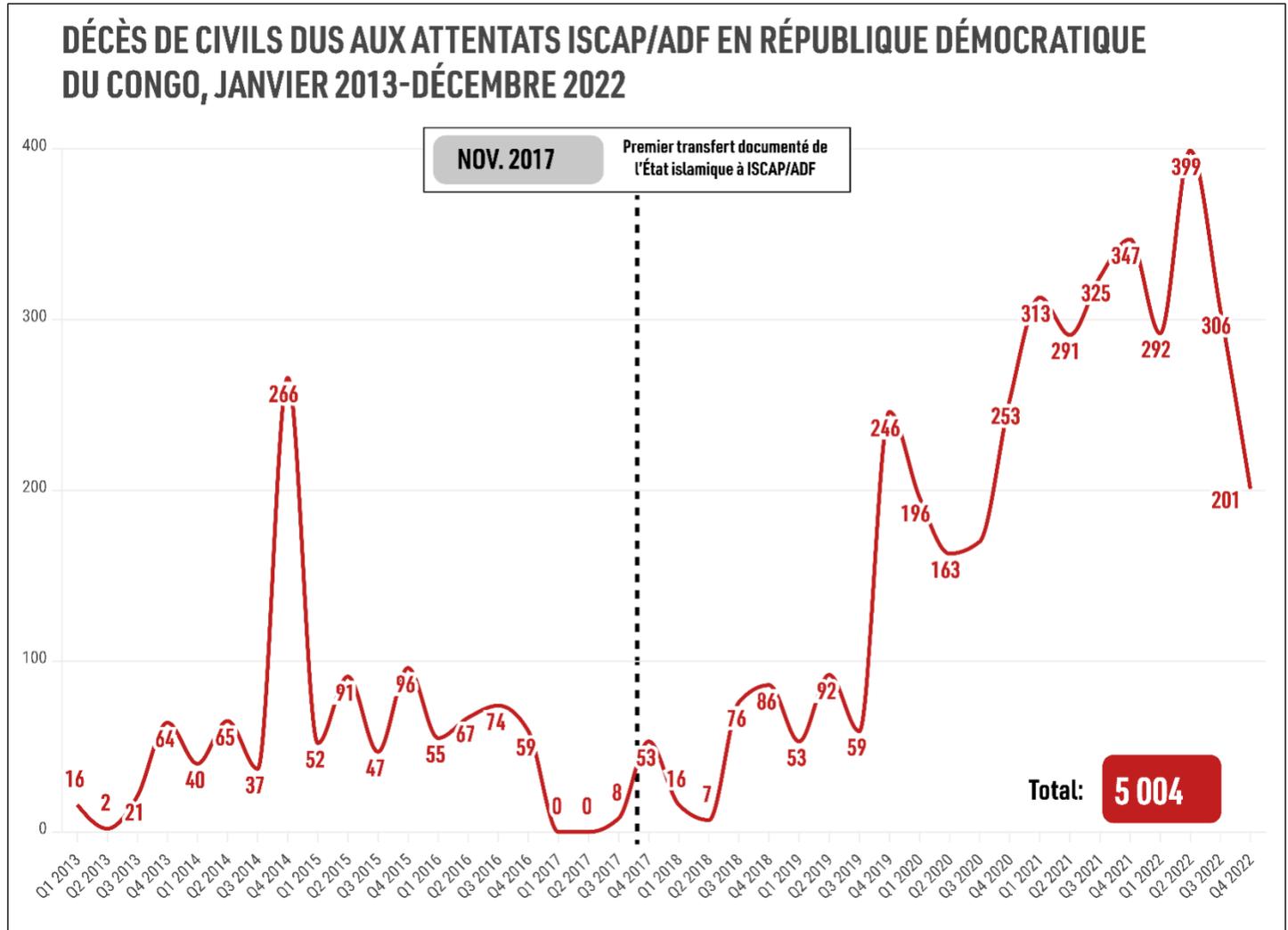
¹³¹ Entretien des auteurs avec W117 à Kigali, Rwanda, février 2022.

¹³² « Lettre datée du 16 décembre 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». Conseil de sécurité des Nations Unies.

¹³³ *Ibid.*; Entretien avec une source congolaise à Beni, RDC, février 2023.

Développement de la Province

Figure 6. Le financement de l'État islamique est en corrélation avec une tendance à la hausse soutenue de la violence de l'ISCAP.



Le reste des 213 000 dollars de financement de l'État islamique retracés dans ce rapport semble avoir financé les dépenses plus quotidiennes de l'ISCAP pour soutenir un groupe terroriste régional. Bien qu'ils ne soient pas liés à des attaques spécifiques, la réception de ces fonds est corrélée à une augmentation significative de la violence perpétrée par l'ISCAP.

Opérant à l'intérieur de la RD Congo depuis 1995, l'ISCAP a longtemps maintenu un réseau sophistiqué de collaborateurs pour l'approvisionnement, le transport des recrues, le paiement des soins médicaux et d'autres fins, qui nécessitent toutes des ressources financières importantes et un appareil de gestion diligent. Selon certains de ces collaborateurs, les dirigeants de l'ISCAP ont transmis des instructions pour se procurer des articles, notamment des fournitures médicales, des appareils électroniques et des denrées alimentaires, ainsi que pour acheter des terres et prendre soin des familles que des

combattants de l'ISCAP avaient laissées derrière eux.¹³⁴ Si cet appareil financier sophistiqué est antérieur à l'adhésion de l'ISCAP à l'État islamique, l'intégration des réseaux de soutien préexistants des ADF dans les réseaux financiers et de recrutement régionaux beaucoup plus vastes et dotés de ressources suffisantes de l'État islamique a considérablement amplifié les ressources disponibles pour l'ISCAP et constitue un élément essentiel et déterminant de l'expansion rapide de l'ISCAP en RD Congo depuis 2017.

Cet appareil d'approvisionnement et de soutien achète des marchandises en Ouganda et en RD Congo et les transporte vers des points de dépôt préétablis où le personnel de l'ISCAP les récupère et les emmène dans les camps du groupe. La plupart des fournitures achetées en Ouganda – ainsi que les fonds restants – sont transférées en RD Congo, bien que l'on ne sache pas exactement ce qu'il advient de l'argent une fois qu'il a traversé la frontière. Comme organisé par Nkalubo, une grande partie s'est probablement retrouvée dans les différents camps de l'ISCAP dans l'est de la RD Congo, et il est probable que l'ISCAP conserve un certain type de réserve de trésorerie utilisée pour payer les fournitures, le carburant, les paiements aux collaborateurs et d'autres besoins, qui ont soutenu et augmenté la capacité du groupe à entreprendre sa campagne violente contre les civils et les forces de sécurité. Dans certains cas, l'argent introduit clandestinement en RD Congo était déposé sur des comptes d'argent mobile congolais qui pouvaient ensuite être utilisés pour payer des réseaux de collaborateurs à l'intérieur de la RD Congo sans déplacer physiquement d'argent.¹³⁵ Nombre de collaborateurs sont motivés par des opportunités financières plutôt que par des convictions idéologiques.¹³⁶

D'autres dépenses démontrent en outre la transition du groupe d'un groupe rebelle relativement à court d'argent à un réseau terroriste régional émergent. L'un des exemples les plus pertinents est le financement des voyages des nouvelles recrues ou des agents du groupe. Par exemple, le voyage susmentionné au cours duquel un collaborateur s'est rendu en Zambie pour récupérer un envoi d'espèces a été payé à l'avance par Nkalubo.¹³⁷ Dans d'autres scénarios, le groupe a eu les ressources nécessaires pour payer les cartes d'identité, les passeports, les téléphones portables, les cartes SIM et d'autres fournitures pour diverses recrues et collaborateurs.¹³⁸ L'un de ces collaborateurs a même reçu environ deux millions de shillings ougandais pour ouvrir et exploiter une boutique de vêtements à Kampala, qui a ensuite probablement été utilisée par le groupe en vue d'acquérir des vêtements pour ceux qui vivaient dans les camps de la jungle.¹³⁹

¹³⁴ Entretien W-59 réalisé par les autorités ougandaises et fourni aux auteurs, mars 2020 ; et entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretien réalisé par les autorités ougandaises en décembre 2021 et fourni aux auteurs.

¹³⁵ Entretiens des auteurs avec W-143 à Beni, RDC, mai 2022.

¹³⁶ Entretiens des auteurs avec W-133 à Beni, RDC, mars 2022. Entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021. Entretiens des auteurs avec W-59 à Kampala, Ouganda, juin 2021. Entretiens des auteurs avec W-174 à Kampala, Ouganda, avril 2023.

¹³⁷ Entretiens des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, nov. 2021.

¹³⁸ Entretiens des auteurs avec W-103 à Kampala, Ouganda, nov. 2021.

¹³⁹ Entretiens des auteurs avec W-105 à Kampala, Ouganda, nov. 2021.

L'afflux de ressources financières dans les réseaux de soutien préexistants de l'ISCAP a permis au groupe d'augmenter rapidement ses effectifs, reconstruisant sa capacité de violence après le manque de financement à la suite de l'arrestation de Mukulu, qui avait limité la capacité du groupe à maintenir une force armée importante. Bien qu'il soit difficile d'établir des chiffres précis, les estimations incluses dans les rapports de l'ONU indiquent que l'effectif des ADF est passé d'un pic de 1 600 à 2 500 membres au total (dont 1 200 à 1 500 combattants) en 2013, à seulement 400 à 450 combattants au début de 2018.¹⁴⁰ Depuis lors, les chiffres de l'ISCAP sont revenus au moins à leurs niveaux les plus élevés connus : l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions de l'ONU a estimé que l'ISCAP comptait entre 1 500 et 2 000 combattants adultes de sexe masculin en février 2023.¹⁴¹ Entraînée en grande partie par des recrues étrangères idéologiquement motivées de toute la région, cette augmentation rapide des effectifs de l'ISCAP a presque certainement été rendue possible par les ressources financières de l'État islamique.¹⁴² Avec d'énormes sommes d'argent injectées dans un réseau de soutien bien établi, l'ISCAP a été en mesure de fournir des produits de première nécessité à une population beaucoup plus importante dans ses camps, même si la pression militaire a forcé le groupe à déplacer un grand nombre de personnes sur de grandes distances.

Augmentation de la violence contre les civils en RD Congo

Le financement de l'État islamique – et la force de combat croissante qu'il a financée au cours des cinq dernières années – est en corrélation avec une augmentation significative de l'activité et de la létalité de l'ISCAP sur le terrain dans l'est de la Congo. Entre 2017 et 2022, la zone d'opérations de l'ISCAP à l'est de la RDC a plus que quadruplé, tandis que le nombre de victimes civiles à la suite des attaques de l'ISCAP est passé de 61 en 2017 à 1 198 en 2022, soit une augmentation de plus de 1 800 %.¹⁴³ Le nombre mensuel moyen de victimes des attaques de l'ISCAP entre octobre 2014, lorsque le groupe a commencé à massacrer massivement des civils, et novembre 2017, lorsqu'il a reçu son premier transfert financier confirmé de l'État islamique, s'élevait à environ 23 civils tués par mois.¹⁴⁴ Entre novembre 2017 et décembre 2022, le bilan mensuel moyen de l'ISCAP est passé à 63 civils tués par mois, ce qui représente une augmentation de plus de 270 % de la mortalité.¹⁴⁵

¹⁴⁰ « Lettre datée du 22 janvier 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Coordonnateur du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 22 janvier 2014. Pg 19. « Lettre datée du 20 mai 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ». Conseil de sécurité des Nations Unies. 20 mai 2018. Pg 9.

¹⁴¹ « Lettre datée du 13 février 2023 », 8.

¹⁴² Entretien des auteurs avec W61 à Kampala, Ouganda, en novembre 2020. Entretien des auteurs avec W68 à Beni, RDC, en février 2021.

¹⁴³ Compilation des auteurs du rapport basée sur les données du Kivu Security Tracker (KST), disponible sur <https://kivusecurity.org/>. Cela inclut toutes les attaques attribuées aux ADF, ainsi que les attaques vérifiées par le KST dans lesquelles les chercheurs du KST n'ont pas été en mesure d'identifier positivement les auteurs, mais que les auteurs du rapport ont pu vérifier de manière indépendante comme relevant des ADF. Nous nous appuyons sur les données KST à partir de la mi-2017, lorsqu'elles sont devenues disponibles pour la première fois. Bridgeway Foundation est un partenaire fondateur du Kivu Security Tracker mais n'a aucun rôle dans le processus de suivi des incidents.

¹⁴⁴ Raleigh, Clionadh, Andrew Linke, Håvard Hegre, et Joakim Karlsen. « Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data ». *Journal of Peace Research* 47, no.5 (2010): 651- 660.

¹⁴⁵ Compilation des auteurs du rapport basée sur les données du Kivu Security Tracker (KST). Cela inclut toutes les attaques attribuées aux ADF, ainsi que les attaques vérifiées par le KST dans lesquelles les chercheurs du KST n'ont pas été en

Ces chiffres, cependant, ne reflètent pas pleinement l'augmentation rapide du nombre de décès depuis que l'ISCAP a commencé à recevoir de l'argent de l'État islamique, comme le montre la figure 6 ci-dessus. Au cours des deux années précédant le premier transfert financier confirmé de l'ISCAP par l'État islamique, son nombre mensuel moyen de décès était passé de 23 à huit ; en fait, les ADF n'ont tué qu'une seule personne au cours des huit premiers mois de 2017. Depuis novembre 2017, le nombre mensuel moyen de décès a augmenté régulièrement jusqu'en 2022, passant de 15 tués par mois en 2018 à 100 par mois tout au long de 2021 et 2022. Une offensive conjointe concertée des militaires congolais et ougandais depuis décembre 2021 semble avoir contribué à une diminution de la violence de l'ISCAP vers la fin de 2022, mais il reste à voir si la tendance à la baisse persistera ou si elle représente un recul temporaire pour le groupe.

Bien qu'il existe sans aucun doute de multiples facteurs qui ont contribué à l'augmentation constante de la violence, le financement de l'État islamique a été un facteur clé pour augmenter et maintenir la capacité de violence de l'ISCAP bien au-delà de ce que le groupe était capable de perpétrer avant cet afflux de ressources. Sur la base des montants relatifs connus pour financer l'ISCAP au cours de la période en question, il apparaît que cette nouvelle force est largement financée par l'État islamique. Une théorie alternative à la montée de la violence est qu'elle est une réponse aux opérations offensives successives qui ont ciblé l'ISCAP depuis janvier 2014. L'ISCAP a une histoire bien documentée – remontant à ses jours en tant qu'ADF – de représailles contre des civils en réponse à des opérations gouvernementales, pour tenter de saper la confiance du public dans le gouvernement et obliger les forces de sécurité à prendre des positions défensives, ce qui explique au moins en partie la flambée des décès de fin 2014 à 2016. Cette théorie n'explique cependant pas l'augmentation soutenue et constante de la létalité et de l'étendue géographique de la violence de l'ISCAP au cours des cinq dernières années. Les opérations actuelles de l'ISCAP dépassent de loin toutes les périodes antérieures, y compris les massacres de fin 2014 à 2016. Alors que les représailles contre les civils sont depuis longtemps une stratégie de base du groupe, il est évident que leur capacité à mettre en œuvre cette stratégie a considérablement augmenté depuis que l'État islamique a commencé à fournir un soutien financier en 2017.

mesure d'identifier positivement les auteurs, mais que les auteurs du rapport ont pu vérifier de manière indépendante comme relevant des ADF. Nous nous appuyons sur les données KST à partir de la mi-2017, lorsqu'elles sont devenues disponibles pour la première fois. Bridgeway Foundation est un partenaire fondateur du Kivu Security Tracker mais n'a aucun rôle dans le processus de suivi des incidents.

Conclusion et recommandations

La progression du financement de l'État islamique dans sa Province d'Afrique centrale en RD Congo a connu des changements considérables au cours des cinq dernières années, reflétant en grande partie la transformation interne de l'État islamique et ses adaptations à ses programmes de financement mondiaux. Bien que l'État islamique ait initialement financé directement ses filiales étrangères à partir de ses propres ressources au plus fort de son califat territorial entre 2014 et 2016, il a été contraint de s'adapter face à une pression militaire intense. En conséquence, le groupe terroriste a commencé à utiliser des réseaux financiers interconnectés et des intermédiaires à travers le monde, dirigés par la direction centrale de l'État islamique, pour blanchir et transférer de l'argent à la fois depuis ses principaux territoires au Moyen-Orient et de ses partisans internationaux, vers divers affiliés régionaux. C'est durant cette phase dite de transition que le financement de l'ISCAP a débuté en 2017.

Mais à mesure que l'État islamique continuait d'évoluer et de s'adapter, ses programmes de financement mondiaux ont également évolué. La brève phase de transition a fait place au modèle actuel privilégié du groupe : le financement mutualisé par région. Avec des affiliés locaux et des cellules disparates travaillant localement dans leurs zones d'opération respectives pour générer des revenus, ces réseaux mettent ensuite en commun les revenus pour aider à soutenir un affilié régional désigné (ces périodes approximatives sont décrites dans le tableau ci-dessous). Ces systèmes, ainsi que la coordination et la facilitation de ces collectes de fonds, sont supervisés par les différents « bureaux régionaux » de l'État islamique, qui agissent en tant que centres administratifs locaux ou régionaux de l'État islamique pour leur domaine de responsabilité désigné. Pour l'ISCAP, cela signifie que le bureau d'Al-Karrar de la Province somalienne de l'État islamique et les cellules fidèles à l'État islamique en Afrique du Sud travaillent pour générer des revenus au moyen d'extorsion ou d'activités criminelles, respectivement. Sous la direction d'Al-Karrar, les fonds sont ensuite regroupés en Afrique du Sud avant d'être envoyés plus loin le long du pipeline à travers l'Afrique de l'Est pour financer l'ISCAP en RD Congo. Ce n'est que grâce à ce mécanisme de financement élaboré que l'ISCAP a pu se remettre de sa position moribonde en 2017 et qu'il représente désormais une menace terroriste régionale importante en Afrique centrale et orientale, le tout conformément à la devise de l'État islamique de « rester et s'étendre ».

La nature évolutive du financement de l'État islamique a des implications politiques importantes sur la manière de combattre le groupe terroriste international. Les réseaux financiers régionaux de l'État islamique sont utilisés pour combler les lacunes ou compléter l'autofinancement local, conduisant à des systèmes internationaux, comme indiqué ci-dessus. Cela signifie que les pays doivent travailler ensemble pour identifier et démanteler ces réseaux, en particulier en ce qui concerne la suppression des nœuds financiers clés, tels que les individus décrits dans ce document comme Meddie Nkalubo ou Bilal al-Sudani. Avec les complexités des réseaux *hawala* et d'argent mobile, il sera difficile pour les pays isolés de discerner les transferts suspects ; la coopération entre les enquêteurs du renseignement et les enquêteurs financiers au point d'origine et au point de retrait est essentielle pour établir ces liens. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les opérations réussies contre des nœuds financiers

clés dans lesquelles le partage efficace des renseignements critiques recueillis lors de tels raids entre les États touchés doit être prioritaire en temps opportun afin de passer à d'autres maillons individuels de la chaîne financière.

Tableau 2. Méthodes de financement de l'État islamique.

Caractéristiques distinctives	Direct (2014 - 2016)	Mise en commun régionale (2017 – aujourd'hui)	Autofinancement
Mouvement	Transferts et mouvements physiques d'espèces directement de la direction centrale de l'État islamique en Irak et en Syrie et des filiales régionales (utilisant parfois des intermédiaires)	Transferts et mouvements physiques d'espèces entre les filiales de l'État islamique et les réseaux régionaux, dirigés par les bureaux régionaux de l'État islamique ¹⁴⁶	Transferts physiques, argent mobile
Réseaux	Sociétés écrans établies en Turquie et dans des pays arabes du Golfe ; virements bancaires; réseaux <i>hawala</i>	Transferts utilisant des réseaux <i>hawala</i> , plusieurs nœuds et des sociétés écrans au sein de la même région générale ou de régions adjacentes	Courriers et transferts d'argent mobiles dans la zone d'opération d'une filiale locale
Collecte de fonds	Extorsion, taxes, pillage, ventes de pétrole et de gaz, donations	Donations, extorsion, taxes, pillage, vols	Extorsion, vols, taxes

En outre, compte tenu de la forte implication des services de renseignement et des agences militaires dans ces enquêtes, il sera nécessaire de s'assurer que toutes les parties sont correctement formées à la collecte et à la conservation des preuves. Trop souvent, les personnes impliquées dans ces stratagèmes sont acquittées faute de procédures ou de preuves appropriées et retournent finalement à leurs activités illicites. Le démantèlement de ces réseaux financiers n'est possible qu'en ayant des

¹⁴⁶ Compte tenu du modèle actuel de leadership mondial géographiquement dispersé de l'État islamique, il est possible que d'autres dirigeants de l'État islamique en dehors de la région générale d'un bureau régional particulier aient également leur mot à dire dans cette direction si nécessaire.

enquêteurs qui connaissent et travaillent selon les normes juridiques requises pour poursuivre avec succès les collaborateurs civils de l'État islamique.

Si de nombreux aspects des méthodes de financement de l'État islamique ont évolué au fil du temps, certains n'ont pas changé. Ceci comprend les méthodes de génération de revenus, telles que l'extorsion et la taxation illégale, ainsi que les méthodes de transferts, telles que le système *hawala*. Les premières présentent un défi important dans les pays où le gouvernement central a du mal à sécuriser l'ensemble de son territoire, ce qui laisse les citoyens sans recours légal pour résister aux exigences de l'État islamique. Il est essentiel que les États fournissent, à tout le moins, une méthode sécurisée pour signaler les cas d'extorsion ou de taxation illégale et, dans la mesure du possible, renforcent les forces de l'ordre locales pour pouvoir répondre à ces signalements. Dans le dernier cas – l'utilisation de systèmes *hawala* – les États doivent faire davantage pour réglementer ces entités, notamment en exigeant l'identification des expéditeurs et en instituant des contrôles de base sur les données personnelles, comme exiger que l'expéditeur vérifie son numéro de téléphone avec un texte de confirmation.

En plus de ces défis, les enquêteurs doivent toujours être vigilants pour discerner les nouveaux programmes de financement de l'État islamique au fur et à mesure qu'ils s'adaptent, progressent et/ou se développent. Le réseau financier de l'État islamique s'est avéré remarquablement malléable car il s'est adapté à des revers importants au fil des ans tout en permettant la croissance de nombreuses filiales en Afrique et dans le monde. Il est peu probable que la méthode actuelle de financement de l'État islamique soit la dernière, et bien que le passage à chaque nouvel archétype marque une victoire pour les forces de l'ordre lorsqu'elles ferment les réseaux précédents, cela représente également un nouveau défi pour les agences de sécurité. Ce défi ne peut être relevé que par un partage de renseignements critique et en temps opportun, en particulier en ce qui concerne ces tactiques changeantes, entre les agences de renseignement et de sécurité nationales et internationales sur le continent africain et au-delà. Les acteurs clés de la lutte contre l'empire lucratif de l'État islamique doivent être tenus au courant du dernier modus operandi financier de l'organisation terroriste internationale. En travaillant ensemble de manière efficace et efficiente pour démanteler les réseaux financiers de l'État islamique en Afrique, les gouvernements peuvent arrêter la propagation du dénommé califat à travers le continent.

Annexe : Profils de personnes sélectionnées impliquées dans le financement de l'ISCAP ¹⁴⁷

1. Abdul Qadir Mu'min - Puntland, Somalie



Abdul Qadir Mu'min, un ancien idéologue au sein d'al-Shabaab, la branche est-africaine d'Al-Qaïda, est le chef, ou *wali* (gouverneur), de la Province somalienne de l'État islamique (ou État islamique de Somalie, EIS).¹⁴⁸ Mu'min est devenu le chef de l'EIS en octobre 2015, après que l'État islamique a officiellement reconnu une présence en Somalie – bien qu'il n'ait été promu au rang de province à part entière qu'en décembre 2017.¹⁴⁹ Alors que d'autres cellules pro-État islamique ont émergé en Somalie avant octobre 2015, la faction de Mu'min est devenue le noyau de l'EIS alors que les autres cellules étaient écrasées par al-Shabaab.¹⁵⁰ L'EIS est en grande partie basé dans la région semi-autonome du Puntland, dans le nord de la Somalie, bien qu'il conserve des réseaux dans le sud et le centre de la Somalie.¹⁵¹

Compte tenu de son rang de *wali* de l'EIS, Mu'min est évalué par les États membres des Nations Unies comme étant également à la tête du bureau d'Al-Karrar de l'État islamique, bien que cela reste

¹⁴⁷ Les chiffres ne reflètent pas nécessairement le placement ou le rang réel des individus dans le réseau.

¹⁴⁸ Warner et Weiss, « A Legitimate Challenger ? »

¹⁴⁹ Joscelyn, Thomas et Caleb Weiss. « Islamic State video promotes Somali arm, incites attacks during holidays ». FDD's Long War Journal. 27 décembre 2017. Suivre le lien : <https://www.longwarjournal.org/archives/2017/12/islamic-state-video-promotes-somali-arm-incites-attacks-during-holidays.php>.

¹⁵⁰ Warner et Weiss, « A Legitimate Challenger ? »

¹⁵¹ *Ibid.*; Weiss, « Reigniting the Rivalry ».

contesté.¹⁵² En tant que directeur potentiel d'Al-Karrar, c'est Mu'min qui supervise et dirige non seulement la génération locale de fonds à l'intérieur de la Somalie, mais aussi le transfert de fonds dans une grande partie de l'Afrique orientale et australe. Mu'min et ses sous-fifres coordonnent ainsi ces activités avec d'autres membres du personnel de l'État islamique dans ces régions. En outre, le directeur d'Al-Karrar est également probablement responsable du flux d'informations, de conseils et / ou de direction entre la direction centrale de l'État islamique et ses groupes en Somalie, au Mozambique et en RDC. Cela est mis en évidence par le document récupéré au Mozambique montrant une communication directe entre la branche locale de l'État islamique et Mu'min et d'autres à l'intérieur de la Somalie.¹⁵³

2. Bilal al-Sudani - Puntland, Somalie



Sudani, de son vrai nom Suhayl Salim Abd el-Rahman, était un ressortissant soudanais et un dirigeant clé du bureau d'Al-Karrar de l'État islamique en Somalie. Rejoignant à l'origine le Shabaab d'Al-Qaïda en 2007, il a agi comme l'un des principaux coordinateurs et facilitateurs du groupe pour les recrues étrangères, selon sa description officielle par le bureau des sanctions des États-Unis en 2012.¹⁵⁴ Après presque une décennie d'appartenance à Shabaab, al-Sudani a fait défection vers l'État islamique aux

¹⁵² « Quinzième rapport du Secrétaire général sur la menace que l'EIL (Daech) fait peser sur la paix et la sécurité internationales et sur l'éventail des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour aider les États Membres à contrer cette menace ». Conseil de sécurité des Nations Unies, juillet 2022. Pg. 5.; Entretien de l'auteur avec le journaliste somalien de Voice of America Harun Maruf, août 2022.

¹⁵³ Document examiné par les auteurs, février 2022.

¹⁵⁴ « Treasury Targets Regional Actors Fueling Violence and Instability in Somalia ». Département du Trésor des États-Unis, 5 juillet 2012.

environs de 2016.¹⁵⁵ Il a ensuite joué un rôle de premier plan au sein de la direction générale de l'État islamique en Somalie et au sein du bureau d'Al-Karrar, et donc des efforts de coordination régionale de l'État islamique. Par exemple, al-Sudani a été identifié comme un émir adjoint sous Mu'min par les médias somaliens en août 2021.¹⁵⁶ En tant que tel, al-Sudani a aidé à faciliter et à superviser le flux de fonds émanant de la Somalie vers les coffres de l'État islamique en RD Congo, au Mozambique et ailleurs, en Afghanistan par exemple (ce qui a directement entraîné la mort de militaires américains).¹⁵⁷ Selon le département du Trésor américain, c'est al-Sudani qui s'est coordonné avec un agent de l'État islamique basé en Afrique du Sud, Abdella Hussein Abadigga.¹⁵⁸ Al-Sudani a été tué lors d'un raid des opérations spéciales américaines dans la région du Puntland, au nord de la Somalie, fin janvier 2023.¹⁵⁹

3. *Meddie Nkalubo - RDC*



Nkalubo est un ressortissant ougandais né en 1987. Depuis qu'il a rejoint les ADF en 2016, Nkalubo a gravi les échelons pour devenir l'un des dirigeants les plus importants du groupe. Son premier rôle semble avoir été à la tête des médias sociaux du groupe, période au cours de laquelle on lui attribue en grande partie le passage du groupe à la publication de vidéos via Facebook, YouTube et WhatsApp et à le faire connaître publiquement sous le nom de Madina Tauheed wau-Muwahadeen (Ville du Monothéisme et Monothéistes, MTM) en 2016-17.¹⁶⁰ Nkalubo a produit des vidéos et des photos de

¹⁵⁵ Cade, Cabdi. « Nin kooxda Daacish u qaabilsanaa Lacag kala gudbinta oo Xukun Adag lagu riday ». *All Banadir*, 23 août 2021.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Schmitt, « Ties to Kabul Bombing Put ISIS Leader in Somalia in U.S. Cross Hairs ».

¹⁵⁸ « Treasury Sanctions South Africa-based ISIS Organizers and Financial Facilitators ».

¹⁵⁹ Weiss et O'Farrell, « Analysis: U.S. Military kills key Islamic State leader in Africa ».

¹⁶⁰ L'utilisation du surnom MTM remonte à au moins 2012, mais il n'était pas clair s'il faisait spécifiquement référence au camp principal des ADF, connu simplement sous le nom de Madina, ou s'il faisait référence au groupe dans son ensemble. En 2016, cependant, MTM était en effet utilisé publiquement pour désigner le groupe au sens large.

membres des ADF au combat, de responsables religieux prononçant des sermons et d'autres médias destinés à rallier les partisans et de nouvelles recrues.¹⁶¹ La présentation et l'esthétique de ce média imitaient étroitement celles de l'État islamique, faisant pivoter le groupe vers l'identité djihadiste transnationale de l'État islamique.

Nkalubo est depuis devenu une figure clé des opérations extérieures de l'ISCAP, organisant et supervisant son financement externe et sa stratégie d'attaque régionale. Il a été impliqué par plusieurs personnes détenues comme ayant dirigé la tentative d'attentat suicide d'août 2021 à Pader, en Ouganda ; les complots d'attentats à la bombe de septembre 2021 au Rwanda ; et le triple attentat suicide de novembre 2021 à Kampala.¹⁶² Bien que cela ne soit pas confirmé pour le moment, il est également probable que Nkalubo ait joué un rôle dans la tentative d'assassinat du général ougandais Katumba Wamala en juin 2021.¹⁶³ Il y a des rumeurs selon lesquelles Nkalubo n'est plus en charge des médias sociaux car ses responsabilités de coordination externe ont augmenté. De ce fait, Nkalubo est le chef de l'ISCAP chargé de superviser et de coordonner une grande partie du flux d'argent de l'État islamique dans les coffres de l'ISCAP.

¹⁶¹ Candland, et. al. « The Rising Threat to Central Africa ».

¹⁶² Entretien des auteurs avec W-84 à Kampala, Ouganda, septembre 2021 ; entretiens des auteurs avec des sources ougandaises et rwandaises, septembre 2021 à février 2022 ; et entretien des auteurs avec W-136 à Kampala, Ouganda, avril 2022.

¹⁶³ « Uganda links Islamist rebels to attempted murder of minister ». *Reuters*, 1^{er} juillet 2021. Suivre le lien : <https://www.reuters.com/world/africa/uganda-links-islamist-rebels-attempted-murder-minister-2021-07-01/>.

4. Musa Baluku - RDC



Musa Baluku, un Ougandais de la tribu Mukonjo, est devenu l'émir des ADF en 2015 suite à l'arrestation du premier chef du groupe, Jamil Mukulu.¹⁶⁴ Baluku est un membre historique du groupe, qu'il a d'abord rejoint dans les années 1990 en Ouganda avant de déménager avec le groupe en RDC.¹⁶⁵ Au fil des ans, Baluku a occupé divers rôles, l'un des plus importants étant le juge islamique en chef des ADF, ou *qadi*, qui est chargé de décider des peines conformément à la *charia*.¹⁶⁶ Il est notoirement violent, présidant des décapitations, des crucifixions et des morts par peloton d'exécution.¹⁶⁷ Dans des enregistrements de ses discours, il prêche ouvertement les vertus de mourir en participant au djihad, et que la cohabitation avec des polythéistes ou des infidèles est un péché.¹⁶⁸

Compte tenu de son statut d'émir général du groupe, cela fait également de lui le wali de l'ISCAP, bien que cela n'ait pas été confirmé par l'État islamique lui-même. En tant que tel, Baluku commande Meddie Nkalubo dans la coordination et la facilitation du transfert et du mouvement de l'argent de l'État islamique dans les coffres de l'ISCAP. Avant la création d'une province distincte à l'intérieur du Mozambique en mai 2022, il est également probable que Baluku a exercé une certaine autorité sur les activités à l'intérieur du Mozambique, lorsque l'ISCAP représentait une province à la fois pour la RDC et le Mozambique, bien que cela n'ait jamais été définitivement prouvé.¹⁶⁹

¹⁶⁴ « Inside the ADF - Leadership Biographies ». Congo Research Group. novembre 2018.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ Entretien des auteurs avec W67 à Beni, RDC, février 2021 ; entretien des auteurs avec W69 à Beni, RDC, février 2021 ; entretien des auteurs avec W164 à Kampala, Ouganda, janvier 2023.

5. *Bashir Abdi Hassan – Représentant financier de l'État islamique à Johannesburg, en Afrique du Sud et à Mogadiscio, en Somalie* ¹⁷⁰



Bashir Abdi Hassan est un représentant financier de l'État islamique basé à Johannesburg, en Afrique du Sud, avec des intérêts commerciaux également à Mogadiscio, en Somalie. Il a joué un rôle important dans le mouvement de l'argent de l'État islamique de Somalie à travers l'Afrique de l'Est. En collaboration avec Abdirizak Mohamed Abdi Jimale, un financier de l'État islamique à Mogadiscio, Hassan a orchestré le transfert de centaines de milliers de dollars via son propre réseau *hawala*. Il nie toute affiliation idéologique à l'État islamique, affirmant qu'il a facilité les flux financiers en raison des versements qu'il a reçus.

¹⁷⁰ Photo de Bashir Abdi Hassan provenant du Sunday Times. Voir : Hyman, Aron, Graeme Hosken, et Tankiso Makhetha. « How millions in terror funding flowed through SA ». *The Sunday Times*, 23 avril 2023. Suivre le lien : <https://www.timeslive.co.za/sunday-times/news/2023-04-23-how-millions-in-terror-funding-flowed-through-sa/#:~:text=The%20money%20was%20transferred%2C%20often,money%20transfers%20between%20African%20countries.>

6. *Abdirizak Mohamed Abdi Jimale - Mogadiscio, Somalie*



Abdirizak Mohamed Abdi Jimale est un membre somalien de l'État islamique qui a agi comme intermédiaire entre l'État islamique en Somalie et d'autres membres de l'État islamique en Afrique du Sud. Auparavant membre d'al-Shabaab, Jimale a rejoint la filiale locale de l'État islamique aux côtés de Bilal al-Sudani.¹⁷¹ Probablement en raison de ses relations avec al-Sudani, Jimale a ensuite aidé à faciliter le transfert d'au moins 400 000 dollars entre l'EI-Somalie et l'Afrique du Sud en utilisant le réseau *hawala* de Heeryo Trading Enterprise à Mogadiscio entre 2019 et 2020.¹⁷² Une partie de cet argent a ensuite été transférée via le réseau financier décrit dans ce document aux ADF en RD Congo. Jimale a été arrêté à Mogadiscio en mars 2021 puis condamné à 15 ans de prison pour son rôle dans le financement de l'État islamique.¹⁷³ Compte tenu du rôle de l'État islamique en Somalie dans le financement des opérations de l'État islamique en Afrique orientale et australe, Jimale a probablement été remplacé au sein du réseau.

7. *Représentant financier de l'État islamique à Nairobi, Kenya*

Le représentant financier de l'État islamique basé à Nairobi, au Kenya, était le sous-fifre direct de Bashir Abdi Hassan à Johannesburg, en Afrique du Sud. Travaillant sous Hassan, le représentant de Nairobi a aidé à déplacer et à transférer des centaines de milliers de dollars d'argent de l'État islamique au personnel à travers l'Afrique orientale et australe, en utilisant le système *hawala* appartenant à Hassan. Comme Hassan, le représentant de Nairobi a soutenu qu'il n'était pas aligné idéologiquement avec l'État islamique mais qu'il opérait au nom de l'organisation en raison de l'argent qu'il recevait.

¹⁷¹ Cade, « Nin kooxda Daacish u qaabilsanaa Lacag kala gudbinta oo Xukun Adag lagu riday ».

¹⁷² « Military court sentences ISIS member to 15 years in prison ». *Hiraan*, 23 août 2021.

¹⁷³ *Ibid.*

8. Farhad Hooper - Durban, Afrique du Sud



Farhad Hooper est un agent de l'État islamique basé à Durban, en Afrique du Sud, impliqué à la fois dans le financement et le recrutement du groupe djihadiste en Afrique du Sud. Il était le meneur présumé d'une attaque contre une mosquée chiite à Durban en 2018 au cours de laquelle une personne a été tuée.¹⁷⁴ Il était également lié à une attaque contre une autre mosquée à Verulam.¹⁷⁵ Il a ensuite été arrêté par les autorités sud-africaines pour son rôle présumé dans ces attaques, mais a été libéré et les charges ont été abandonnées en juillet 2020 en raison de retards dans les poursuites.¹⁷⁶

Hooper a été sanctionné par le gouvernement américain en mars 2022 pour ses liens avec l'État islamique. Selon le Département du Trésor des États-Unis, « [il] a aidé à organiser et à démarrer les opérations d'une cellule de l'EI basée à Durban, en Afrique du Sud. »¹⁷⁷ Le Département du Trésor des États-Unis déclare également que Hooper « a recruté et formé des membres de la cellule et était en contact avec des membres de l'EI-République démocratique du Congo (EI-RDC) et des partisans de l'État islamique dans toute l'Afrique du Sud. »¹⁷⁸ Hooper et ses associés, qui ont également été sanctionnés plus tard par le département du Trésor des États-Unis en novembre 2022, ont été directement impliqués dans la collecte de fonds pour l'État islamique par le biais d'enlèvements contre

¹⁷⁴ Pillay, Kailene. « KZN terror suspects accused of Woolworths bombings and deadly mosque attack free after 2-year court battle ». Independent Online, 14 juillet 2020. Suivre le lien : <https://www.iol.co.za/news/south-africa/kwazulu-natal/kzn-terror-suspects-accused-of-woolworths-bombings-and-deadly-mosque-attack-free-after-2-year-court-battle-50948917>.

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ « Treasury Sanctions South Africa-based ISIS Organizers and Financial Facilitators ».

¹⁷⁸ *Ibid.*

rançon, d'extorsion et de l'utilisation d'une série d'entreprises frauduleuses.¹⁷⁹ De plus, Hooper se serait personnellement rendu en RDC en 2017 où il aurait coordonné avec les ADF une tentative de complot à Kinshasa.¹⁸⁰

9. Abdella Hussein Abadigga - Johannesburg, Afrique du Sud



Abdella Hussein Abadigga est un ressortissant éthiopien et membre de l'État islamique basé à Johannesburg, en Afrique du Sud.¹⁸¹ Aux côtés de Hooper, Abadigga a été sanctionné par le Département du Trésor des États-Unis pour son rôle dans le financement et le recrutement de l'État islamique en Afrique du Sud.¹⁸² Selon le Département du Trésor des États-Unis, Abadigga a « *recruté des jeunes hommes en Afrique du Sud et les a envoyés dans un camp d'entraînement aux armes.* »¹⁸³ Dans son rôle de chef de deux mosquées, Abadigga a également « *utilisé sa position pour extorquer de l'argent aux membres des mosquées.* »¹⁸⁴ Coordonné par Bilal al-Sudani, qui considérait Abadigga comme un « *soutien de confiance* », cet argent a ensuite été envoyé au personnel de l'État islamique ailleurs en Afrique en utilisant les réseaux financiers décrits dans ce rapport.¹⁸⁵ Et comme Hooper, Abadigga se serait également rendu personnellement en RDC fin 2017 pour coordonner les activités avec les ADF.¹⁸⁶

¹⁷⁹ « Treasury Designates Members of ISIS Cell in South Africa ». Département du Trésor des États-Unis. 7 novembre 2022.

¹⁸⁰ Briefing fourni par une source congolaise, février 2021.

¹⁸¹ Nationalité et lieu de résidence indiqués dans son inscription sur la liste des personnes sanctionnées du Bureau de contrôle des avoirs étrangers.

¹⁸² « Treasury Sanctions South Africa-based ISIS Organizers and Financial Facilitators ».

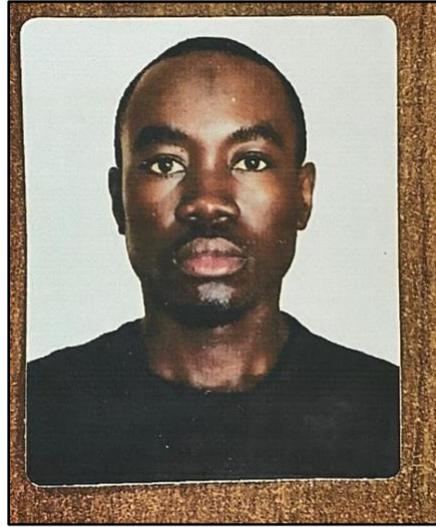
¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Briefing fourni par une source congolaise, février 2021.

10. Abubakar Swalleh - Lusaka, Zambie et Afrique du Sud



Abubakar Swaleh, un Ougandais d'une trentaine d'années, est un agent de l'ISCAP basé en Afrique du Sud et à Lusaka, en Zambie.¹⁸⁷ Swaleh est impliqué dans le transfert physique de fonds de l'Afrique du Sud vers les autres représentants financiers de l'ISCAP en Ouganda.¹⁸⁸ Il a été impliqué dans le transfert physique d'espèces via le poste frontière de Mutukula entre l'Ouganda et la Tanzanie et via un refuge utilisé par le groupe à Lusaka, en Zambie.¹⁸⁹ En même temps, Swaleh est également impliqué dans le mouvement d'individus affiliés à l'ISCAP de l'Ouganda vers l'Afrique du Sud et vice versa via le refuge susmentionné à Lusaka.¹⁹⁰ Swaleh coordonne ces activités avec et sous les ordres de Meddie Nkalubo.¹⁹¹

¹⁸⁷ Entretien des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretien des auteurs avec W-105 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; et entretiens des auteurs avec W-138 à Kampala, Ouganda, avril 2022.

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ Entretien des auteurs avec W-105 à Kampala, Ouganda, novembre 2021 ; entretien des auteurs avec W-102 à Kampala, Ouganda, novembre 2021.

¹⁹⁰ *Ibid.*; entretiens des auteurs avec W-138 à Kampala, Ouganda, avril 2022.

¹⁹¹ *Ibid.*



Program on
Extremism